

Exemple d'usurpation

1. « Quatuor de Jérusalem » titre illégal	2
1.1 Demande d'annulation	2
1.2 Moralité et éthique	3
2. La relation de la diaspora avec Israël	4
2.1 Jeffrey D. Sachs, New York City	4
2.2 Jules Wolff (1862-1955),	7
3. La psyché du peuple israélien	8
4 Etre artiste d'un pays génocidaire	10
4.1 Décoloniser la musique classique, un devoir de justice	10
4.2 Boycott d'Israël, grand désaccord musical	16
4.3 L'engagement du chef Ilan Volkov	18
6. Lahav Shani, Chef d'orchestre israélien	20
6.1 « À la Philharmonie de Paris, le public nous a littéralement lynchés »	20
6.2. Musikverein de Vienne	25
6.3 Réaction du chef d'orchestre	26
7. La pianiste Elisabeth Leonskaja	28
8. Quatuor de Jérusalem	29
8.1 Edinburgh music festival 2008	29
8.2 Charges dropped	30
8.3 The Guardian, 30 mars, London	32
8.4 Jerusalem Quartet London concert disrupted	33
8.5 Wigmore Hall, London	35
8.6 The Jewish Chronicle	38

8.7 Concertgebouw, Amsterdam	39
8.8 FIGAROVOX/TRIBUNE	41
9. Demande d'annulation de la part du CAP	44
9.1 Première demande	44
9.2 Deuxième demande	46

1. « Quatuor de Jérusalem » titre illégal

1.1 Demande d'annulation

Objet: Demande urgente d'annulation du concert du Quatuor de Jérusalem: un nom qui nie les droits palestiniens

Nous vous écrivons aujourd’hui pour exprimer notre profonde consternation et vous demander ins-tamment d’annuler la tenue du concert du « Quatuor de Jérusalem » programmé dans votre institu-tion. Cette demande est motivée par la catastrophe humanitaire et le génocide en cours à Gaza, mais aussi par le symbolisme particulièrement choquant que représente le nom de cet ensemble dans le contexte historique et politique actuel.

Le choix du nom « Quatuor de Jérusalem » n'est pas anodin. Il porte une lourde charge politique que l'on ne peut ignorer. Pour comprendre son caractère provocateur, il est essentiel de se souvenir des Accords d'Oslo de 1993, qui reconnaissaient Jérusalem-Est comme partie intégrante des terri-toires palestiniens occupés et envisageaient sa future capitale comme celle d'un Etat palestinien in-dépendant. Ces accords, fondateurs de l'espoir d'une paix juste, actaient la division *de facto* de la ville entre Jérusalem-ouest, sous contrôle israélien, et Jérusalem-Est, sous occupation militaire mais coeur des aspirations nationales palestiniennes.

Aujourd’hui, la réalité est que Jérusalem-Est reste une ville occupée. Sa population palestinienne fait face à une discrimination systémique, des expulsions forcées et une annexion illégale. En s’ap-pelant « Quatuor de Jérusalem » sans autre précision, cet ensemble efface de fait cette division et cette occupation. Il s'approprie le nom de la ville entière, contribuant à un récit qui nie les droits historiques et politiques des Palestiniens sur leur capitale et qui légitime la mainmise israélienne sur l'ensemble de Jérusalem. C'est un acte de « branding » culturel qui valide une vision politique uni-latérale.

Programmer un concert portant ce nom au moment même où la ville de Jérusalem est au centre d'un conflit qui ravage Gaza et où les colonies en Cisjordanie, dont celles autour de Jérusalem, conti-nuent de s'étendre, est une insulte aux victimes palestiniennes. Cela revient à cautionner culturelle-ment une politique qui dénie leurs droits les plus fondamentaux. Alors que la Cour internationale de Justice examine les actes de génocide perpétrés à Gaza, offrir une scène à un groupe dont le nom symbolise l'effacement du peuple palestinien est inacceptable.

Nous ne mettons pas en cause la musique en elle-même, mais le contexte politique dans lequel ce concert s'insère. Accueillir le « Quatuor de Jérusalem », c'est, volontairement ou non, prendre parti dans un conflit asymétrique. C'est normaliser une vision qui nie les droits palestiniens et banaliser une situation d'apartheid et d'occupation dénoncée par les plus grandes organisations de défense des droits humains.

Au nom du respect du droit international, des valeurs de justice et de la mémoire des milliers de vic-times de Gaza, nous vous supplions d'annuler ce concert. Votre institution a le pouvoir d'envoyer un message clair: elle refuse de servir de plateforme à un symbolique qui participe à l'effacement d'un peuple et à la légitimation d'une occupation illégale.

Recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées,

1.2 Moralité et éthique

Objet : Pour une solidarité éthique et politique avec le peuple palestinien

Je vous écris aujourd’hui pour exprimer ma profonde conviction quant à la légitimité et à la nécessité morale de manifester en soutien aux droits du peuple palestinien. Ce geste de solidarité s’inscrit dans un cadre éthique précis qu’il me paraît essentiel de clarifier.

Tout d’abord, il est fondamental de distinguer la critique d’un gouvernement de toute forme de préjugé contre un peuple ou une religion. La mobilisation actuelle vise les politiques et les actions du gouvernement israélien, en particulier celles jugées contraires au droit international, telles que la colonisation, les annexions et l’usage disproportionné de la force. Elle ne s’adresse en aucun cas au peuple juif dans son ensemble, pas plus qu’à sa religion ou à son identité. Cette distinction est cruciale pour éviter toute récupération antisémite et pour recentrer le débat sur des enjeux politiques et juridiques universels. La défense des droits des Palestiniens est une cause humaniste, qui appelle à protéger une population civile soumise à une occupation prolongée et à une privation de ses droits fondamentaux.

Ensuite, il est frappant d’observer le « deux poids, deux mesures » appliqué par de nombreux pays occidentaux dans leurs réactions aux crises internationales. Alors que l’invasion de l’Ukraine par la Russie a légitimement provoqué des condamnations fermes, des sanctions économiques sévères et un soutien militaire massif, la situation en Palestine ne suscite souvent qu’une indignation timide et des appels à la modération des deux côtés, sans réelle conséquence pour la puissance occupante. Cette asymétrie dans l’application du droit international et des principes humanitaires sape la crédibilité de l’ordre international et donne l’impression douloureuse que certaines vies comptent moins que d’autres. Manifester, c’est aussi exiger une cohérence et une justice égale pour toutes les victimes de conflits, quelles qu’elles soient.

Enfin, il est malhonnête et profondément blessant de comparer la mobilisation en faveur des droits des Palestiniens à la montée du nazisme ou à une négation de l’Holocauste. L’histoire de la Shoah est un crime unique, qui doit rester un rappel absolu des dangers de l’antisémitisme et de la haine raciale. Invoquer cette tragédie pour disqualifier une critique politique légitime est non seulement un détournement de la mémoire des victimes, mais aussi une entrave au débat démocratique. La lutte pour les droits des Palestiniens ne nie aucune autre souffrance ; elle affirme simplement que l’oppression subie par un peuple ne peut être justifiée par l’oppression subie par un autre. La mémoire de l’Holocauste devrait nous inciter à rejeter toute forme de persécution, et donc aussi à nous opposer à la souffrance imposée aux Palestiniens.

Manifester pour les droits des Palestiniens n'est donc pas un acte de division, mais un appel à l'universalité des droits humains, à la justice et à l'application équitable du droit international. C'est refuser que la raison d'État ou des considérations géopolitiques priment sur la dignité humaine.

2. La relation de la diaspora avec Israël

2.1 Jeffrey D. Sachs, *New York City*

Son Excellence Gideon Sa'ar
Ministre des Affaires étrangères
Gouvernement de l'État d'Israël

9 août 2025

Monsieur le Ministre,

Je vous écris à la suite de votre discours au Conseil de sécurité des Nations Unies le 5 août. J'ai assisté à la session mais je n'ai pas eu l'occasion de vous parler après celle-ci. Je souhaite vous faire part de mes réflexions sur votre discours.

Dans votre discours, vous n'avez pas reconnu les raisons pour lesquelles presque le monde entier, y compris de nombreux Juifs comme moi-même, sont horrifiés par le comportement de votre gouvernement. De l'avis de la majeure partie du monde, opinion que je partage, Israël se livre à un massacre de masse et à une famine ; on n'aurait pu le deviner en vous écoutant. Vous n'avez pas reconnu qu'Israël a causé à ce jour la mort d'environ 18 500 enfants palestiniens, dont les noms ont été récemment publiés par le Washington Post. Vous avez imputé au Hamas la responsabilité de tous les massacres de civils par les forces israéliennes, alors même que le monde entier voit quotidiennement des vidéos montrant les forces israéliennes tuant de sang-froid des civils affamés qui s'approchent des points de distribution alimentaire. Vous vous êtes lamenté sur la famine subie par 20 otages mais n'avez pas mentionné celle que votre gouvernement impose à 2 millions de Palestiniens. Vous n'avez pas mentionné que votre propre Premier ministre a activement œuvré au fil des années pour financer le Hamas, comme l'a documenté le Times of Israel.

Que ces omissions résultent d'une obstination ou d'une prévarication, elles constitueraient une tragédie pour Israël seule si vous n'aviez tenté de m'associer, moi et des millions d'autres Juifs, aux crimes contre l'humanité de votre gouvernement. Vous avez déclaré lors de la session de l'ONU qu'Israël est « L'État souverain du peuple juif ». C'est faux. Israël est l'État souverain de ses citoyens. Je suis Juif et citoyen des États-Unis. Israël n'est pas mon État et ne le sera jamais.

Votre langage concernant les Juifs dans votre discours a trahi le fossé qui nous sépare. Vous avez qualifié le judaïsme de nationalité. C'est effectivement le concept sioniste, mais il va à l'encontre de 2000 ans de croyance et de vie juives. C'est une idée que moi et des millions d'autres Juifs rejetons. Le judaïsme, pour moi et d'innombrables autres personnes en dehors d'Israël, est une vie d'éthique, de culture, de tradition, de loi et de croyance qui n'a rien à voir avec la nationalité. Pendant 2000 ans, les Juifs ont vécu dans toutes les régions du monde, au sein d'innombrables nations.

Les grands sages rabbiniques du Talmud de Babylone ont en fait explicitement proscrit un retour massif du peuple juif à Jérusalem, enjoignant au peuple juif de vivre dans ses propres patries (Ketubot 111a). Malheureusement, les sionistes ont entrepris des campagnes massives, incluant des subventions financières et des tactiques d'intimidation, pour inciter les communautés juives à quitter leurs propres patries, langues, cultures locales et relations avec leurs concitoyens afin de les attirer en Israël. J'ai voyagé à travers le monde et visité des synagogues presque vides et des communautés

juives délaissées, où ne restent que quelques Juifs âgés, et où ces derniers insistaient sur le fait que leurs communautés vivaient autrefois en paix et en harmonie avec les majorités non juives. Le sionisme a affaibli ou mis fin à d'innombrables communautés dynamiques de nos coreligionnaires à travers le monde.

C'est un fait ironique que lorsque les sionistes ont convaincu le gouvernement britannique en 1917 d'émettre la Déclaration Balfour, le seul Juif du Cabinet, Sir Edwin Montagu, s'y est vivement opposé, déclarant qu'il était un citoyen britannique qui se trouvait être juif, et non un membre d'une nation juive : « J'affirme qu'il n'existe pas de nation juive. Les membres de ma famille, par exemple, qui sont dans ce pays depuis des générations, n'ont aucune espèce de communauté de vues ou de désirs avec une famille juive dans tout autre pays, au-delà du fait qu'ils professent à des degrés divers la même religion. »

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que la Déclaration Balfour stipule clairement et sans équivoque que « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ». Le sionisme a échoué à ce test.

Votre gouvernement s'est engagé dans l'occupation permanente de toute la Palestine et s'oppose avec violence et obstination à un État palestinien souverain. La plateforme fondatrice du Likoud en 1977 ne cache rien à cet égard, déclarant ouvertement qu'« entre la mer et le Jourdain, il n'y aura que la souveraineté israélienne ». Pour y parvenir, Israël diabolise le peuple palestinien et l'écrase physiquement, par la famine de masse, le meurtre, le nettoyage ethnique, la détention administrative, la torture, la confiscation des terres et d'autres formes de répression brutale. Vous-même avez honteusement déclaré que « toutes les factions palestiniennes » soutiennent le terrorisme.

Votre homologue lors de la session du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur palestinien Riyad Mansour, a déclaré exactement le contraire. Il a affirmé clairement : « La solution, c'est de mettre fin à cette occupation illégale et à ce conflit désastreux ; c'est la réalisation de l'indépendance et de la souveraineté de l'État palestinien, et non sa destruction ; c'est l'accomplissement de nos droits, et non leur déni continu ; c'est le respect du droit international, et non son piétinement ; c'est la mise en œuvre de la solution à deux États, et non une réalité à un État où les Palestiniens sont condamnés au génocide, au nettoyage ethnique ou à l'apartheid. »

Israël s'oppose à presque tout le monde entier dans ses efforts pour bloquer la solution à deux États. Déjà, 147 pays reconnaissent l'État de Palestine, et beaucoup d'autres le feront bientôt. Cent soixante-dix États membres de l'ONU ont récemment voté en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination politique, avec seulement six voix contre (Argentine, Israël, Micronésie, Nauru, Paraguay, États-Unis).

Votre présentation a totalement négligé la puissante « Déclaration de New York pour le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution à deux États », publiée par la communauté internationale lors de la Conférence internationale de haut niveau sur la mise en œuvre de la solution à deux États tenue le 29 juillet 2025, juste une semaine avant votre propre discours au Conseil de sécurité de l'ONU. L'Arabie Saoudite et la France ont coprésidé cette conférence de haut niveau. Les nations arabes et islamiques du monde entier ont appelé à la paix et à la normalisation des relations avec Israël lorsque celui-ci respecte le droit international et la décence conformément à la solution à deux États. Votre gouvernement rejette la paix, car il vise la domination sur l'ensemble de la Palestine.

Israël ne maintient sa position extrémiste que par le plus fin des fils, soutenu (jusqu'à présent) par les États-Unis mais par aucune autre grande puissance. Nous devons également reconnaître une raison majeure du soutien américain jusqu'à présent : les protestants évangéliques chrétiens qui croient

que le rassemblement des Juifs en Israël est le prélude à la damnation ou à la conversion des Juifs, et à la fin du monde. Voilà les alliés de votre gouvernement. Quant à l'opinion publique américaine dans son ensemble, la désapprobation des actions d'Israël s'élève maintenant à 60 %, avec seulement 32 % d'approbation.

Monsieur le Ministre, l'aversion mondiale que vous avez citée est dirigée contre les actions de votre gouvernement, et non contre les Juifs. Israël est menacé de l'intérieur par le fanatisme et l'extrémisme qui entraînent à leur tour une réprobation mondiale d'Israël par les Juifs, comme les non-Juifs. La plus grande menace pour la survie d'Israël n'est pas les nations arabes, les Palestiniens ou l'Iran, mais la politique du gouvernement extrémiste israélien, dirigé par Benjamin Netanyahu, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir.

La solution à deux États est la voie – et la seule voie – vers la survie d'Israël. Vous pouvez croire que les armes nucléaires et le gouvernement américain sont votre salut, mais la force brute sera éphémère si l'injustice grave d'Israël envers le peuple palestinien persiste. Les prophètes juifs ont enseigné maintes fois que les États injustes ne survivent pas longtemps.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués,

Jeffrey D. Sachs
New York City

Jeffrey D. Sachs est professeur d'université et directeur du Centre pour le développement durable à l'Université Columbia, où il a dirigé l'Earth Institute de 2002 à 2016. Il est également président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies et commissaire de la Commission des Nations Unies sur le haut débit pour le développement. Il a été conseiller de trois secrétaires généraux des Nations Unies et occupe actuellement le poste d'avocat des ODD auprès du secrétaire général Antonio Guterres. Sachs est l'auteur, plus récemment, de « *A New Foreign Policy: Beyond American Exceptionalism* » (2020). Parmi ses autres livres figurent : « *Building the New American Economy: Smart, Fair, and Sustainable* » (2017) et « *The Age of Sustainable Development* » (2015) avec Ban Ki-moon.

...

Site de l'auteur
ScheerPost

2.2 Jules Wolff (1862-1955),

Grand Rabin de la Chaux de Fonds

Jules Wolff était un progressiste, non sioniste avant la Shoah, qui pensait que les juifs devaient s'intégrer dans les pays où ils vivaient et ne pas potentiellement rêver d'une terre promise en Israël.

Blog de Daniel Musy, « Deux ans, une éternité », 28 juin 2025,
Politique

3. La psyché du peuple israélien

Gideon Levy (journaliste du Hareetz)

1. Le Peuple Élu

Ce principe puise dans une interprétation particulière de l'histoire et de la religion juive pour établir un sentiment de supériorité nationale et de droit exclusif sur la terre.

- Origine religieuse et nationaliste : L'idée du "Peuple Élu" est à l'origine un concept théologique juif. Dans le contexte sioniste et israélien contemporain, elle a été sécularisée et transformée en une idéologie nationaliste qui affirme un droit historique et divin incontestable sur la terre d'Israël/Palestine.
- Manifestations concrètes :
 - Justification de l'occupation : Ce sentiment de droit supérieur est utilisé pour justifier l'annexion de territoires et la colonisation en Cisjordanie. Puisque Dieu ou l'Histoire a donné cette terre aux Juifs, les revendications et les droits des Palestiniens sont considérés comme secondaires, voire illégitimes.
 - Un récit historique unique : Il nourrit un récit national qui présente le sionisme comme un mouvement de libération et de retour, tout en ignorant ou en minimisant la Nakba (l'exode palestinien de 1948) et le déni des droits nationaux palestiniens.
 - Un sentiment d'impunité : Se considérer comme "élu" peut conduire à l'idée que les règles normales du droit international et de la moralité ne s'appliquent pas de la même manière, ou que les actions d'Israël sont, par définition, justes puisqu'elles servent un dessein supérieur.

2. Le droit de faire ce que bon nous semble

Ce principe découle directement du premier. Si Israël est le "Peuple Élu", ses actions sont, par définition, légitimes. Cela se traduit par un sentiment profond d'impunité et la conviction que les conséquences ne s'appliqueront pas.

- Le mépris du droit international : Levy argue qu'Israël agit en Cisjordanie occupée, à Gaza et dans la région en général avec la conviction qu'il n'y aura pas de conséquences réelles. Les résolutions de l'ONU sont ignorées, les critiques internationales sont rejetées comme étant de l'antisémitisme ou de la partialité, et le soutien indéfectible de puissances comme les États-Unis renforce ce sentiment.
- La double morale : Il y a une application sélective des principes moraux. Ce qui est considéré comme un acte terroriste lorsqu'il est commis contre des Israéliens devient une "opération militaire ciblée" lorsqu'il est perpétré par Israël, même lorsque des civils sont tués. Le pays se présente comme la "seule démocratie du Moyen-Orient" tout en maintenant un régime militaire sur des millions de Palestiniens privés de droits fondamentaux.
- L'absence de responsabilité : Au sein de la société israélienne, selon Levy, il y a peu de débat sur la moralité des actions menées dans les territoires occupés. L'opinion publique, dans son ensemble,

soutient les opérations militaires et considère toute critique comme une trahison. Cette unanimité renforce l'idée que tout est permis au nom de la sécurité, elle-même définie de manière très large.

3. L'occupant qui se présente en victime & la déshumanisation du peuple palestinien

C'est peut-être le principe le plus central et le plus percutant de l'analyse de Levy. Les deux premiers piliers permettent celui-ci.

- L'inversion des rôles : Levy souligne le paradoxe saisissant d'une puissance militaire nucléaire, qui occupe un autre peuple depuis des décennies, réussissant à se présenter au monde et à elle-même comme la victime éternelle.
- L'utilisation de l'histoire : La mémoire de la Shoah (l'Holocauste) et l'antisémitisme historique sont instrumentalisés pour justifier toutes les actions israéliennes. Toute critique est immédiatement assimilée à une menace existentielle, réactivant le traumatisme de la persécution. Cela crée un bouclier immunitaire contre toute remise en question.
- Le déni de l'occupation : Dans le discours israélien dominant, l'occupation est souvent niée, minimisée ou présentée comme une mesure de sécurité nécessaire face à une menace irrationnelle. On ne parle pas d'occupation militaire, mais de "conflit" entre deux parties égales, ce qui occulte le déséquilibre de pouvoir fondamental.
- La déshumanisation du peuple palestinien : Pour permettre cette inversion des rôles et justifier l'occupation, il est nécessaire de déshumaniser les Palestiniens.
 - Dans le langage : Ils sont souvent désignés dans le discours public, médiatique et politique par des termes animaliers ("cafards", "terroristes", "animaux à deux pattes"). Leurs morts sont des "dommages collatéraux" et non des vies humaines perdues.
 - Dans les médias : Levy, qui travaille pour le journal Haaretz, dénonce le fait que la plupart des médias israéliens ne rapportent presque jamais la souffrance palestinienne. Les victimes palestiniennes n'ont pas de nom, pas de visage, pas d'histoire. Elles sont une statistique abstraite, ce qui empêche toute empathie de la part du public israélien.
 - Conséquence politique et morale : Cette déshumanisation est le prérequis psychologique qui permet de mener des politiques répressives, des démolitions de maisons, des bombardements massifs et des assassinats ciblés sans que la conscience collective israélienne ne s'en offusque. Si les Palestiniens ne sont pas des êtres humains égaux, leurs souffrances n'ont pas la même valeur.

-
1. "Nous sommes Élus" donc la terre est nôtre.
 2. "Nous pouvons donc faire ce que nous voulons" pour la garder, sans être tenus par les mêmes règles.
 3. Et si quelqu'un proteste, "nous sommes les victimes" car "ils" (les Palestiniens déshumanisés) menacent notre existence même.

4 Etre artiste d'un pays génocidaire

4.1 Décoloniser la musique classique, un devoir de justice

Le 6 novembre 2025, l'Orchestre philharmonique d'Israël et son chef titulaire se produisent à la Philharmonie de Paris. Or la formation classique est un soutien actif de la politique de l'État génocidaire. Le pianiste Adam Laloum, musicien classique juif et antisioniste, explique pourquoi il faut déprogrammer ce concert.



La Lutte de l'existence, 1988, huile sur toile, Paul Guiragossian (Jérusalem, 1926-Rabieh, 1993)

Au cours du mois de septembre 2025, le Gand Festival de Flandre prenait la décision d'annuler le concert de l'Orchestre philharmonique de Munich, et créait une effervescence médiatique. En cause : son chef d'orchestre israélien, Lahav Shani, également chef titulaire de l'Orchestre philharmonique d'Israël, institution nationale avec qui il entretient une proximité idéologique problématique en temps de génocide, ont considéré les organisateurs. Une pétition en soutien au maestro israélien, lancée sur le site Change.org par le claveciniste irano-américain Mahan Esfahani, a recueilli plus de 17 000 signatures. Certains grands noms de la musique classique, comme Martha Argerich,

s'y disent « consternés » par la décision du festival, jugée « moralement indéfendable ». Ce qui revient à occulter le sujet principal : la présence en Europe d'un chef titulaire d'un organe de propagande culturelle d'un État colonial, coupable de génocide. Nous avons assisté à la suite de cette mobilisation à un florilège de condamnations pour antisémitisme dans la sphère médiatique, sans fondements ni contradiction¹. J'en profite pour renouveler mon soutien total au festival de Gand et à toutes les personnes courageuses qui refusent d'être associées à quelque vitrine d'un État colonial et génocidaire de manière claire.

La Philharmonie de Paris, par le maintien de ce concert, participe à la normalisation d'un État colonial et génocidaire.

Le chef d'orchestre Lahav Shani a renouvelé son contrat avec l'Orchestre philharmonique d'Israël en janvier 2025, soit en plein génocide. Le 6 novembre prochain, [la Philharmonie de Paris semble maintenir le concert de celui-ci](#), ambassadeur culturel d'un État criminel, alors que plusieurs organisations de droit international reconnaissent qu'Israël commet un génocide sur le peuple palestinien. Nous ne devons pas accepter cette situation. Il s'agit de défendre pleinement et sans bavure la juste cause du peuple palestinien qui crève sous nos bombes depuis trop longtemps. La Philharmonie de Paris, par le maintien de ce concert, participe à la normalisation d'un État colonial et génocidaire. Nous devons nous y opposer.

PAS DE PAIX SANS JUSTICE

Celles et ceux qui se sont fait les porte-voix de cette banalisation, voire de ce déni de l'abominable, de la déshumanisation des Palestiniennes et Palestiniens, ces personnes n'envoient aucun message de « paix » comme elles peuvent s'en targuer parfois, encore moins de justice. Parler de « paix » en ce qui concerne la situation actuelle est un leurre. Il suffit de voir celles et ceux qui s'en félicitent. Comment les bourreaux historiques de la Palestine osent-ils se faire les chantres de la paix à Gaza, après avoir livré des armes à Israël pendant plus de soixante-quinze ans ? Cette position « modérée » vise à renvoyer Israéliens et Palestiniens, colonisateurs et colonisés, dos à dos. Elle s'oppose fermement au [droit au retour des Palestiniens](#) (résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU, 1948) et revendique donc plus ou moins secrètement une majorité démographique. Elle tend à minimiser les exactions de l'État et de l'armée israélienne en créant une fausse symétrie. Aussi les mots de « paix » sans justice ne sont que des appels creux. Il est donc urgent de mettre fin à [cette grande hypocrisie mortifère des « deux États »](#) et de se soulever contre l'horreur et l'injustice. Cela fait bien longtemps qu'il n'y a qu'une seule autorité de la mer au Jourdain et les dernières actualités laissent penser que cela va continuer, [avec une possible ingérence états-unienne et britannique](#), en faveur totale de l'opresseur.

¹ Article d'Alain Platel, « Volkov et Shani, la musique du génocide », L'Asymptomatique, 16 septembre 2025

Je ne parlerai pas non plus du deux poids deux mesures avec la Russie, notamment concernant la musique classique. Il crève les yeux, et celles et ceux qui refusent de l'admettre insultent notre intelligence.

Il est trop tard pour des centaines de milliers de Palestiniens. Au vu de la dérive internationale et notamment de l'échec total de nos médias et de notre gouvernement à se saisir déontologiquement et éthiquement de sujets aussi graves que le racisme, l'apartheid, la colonisation et le génocide en Palestine occupée, alors qu'aucune mesure concrète n'est prise après deux ans de génocide et bientôt un siècle de colonisation, si ce n'est un « plan de paix » négocié par et pour l'Occident, ne garantissant aucune souveraineté au peuple palestinien, je me joins aux discours anticolonialistes et anti-impérialistes qui me semblent les plus justes et les plus honnêtes.

SE MÉFIER DE L'EXTRÊME DROITE

Je souhaiterais vous parler depuis le seul endroit que je connaisse : ma place en tant que musicien juif français, français juif, comme condition sociale et comme sujet politique. Sartre disait : « C'est l'antisémite qui fait le Juif. »². À mon sens, cette phrase vaut pour toutes les minorités opprimées : c'est le stigmate qui ferait de nous ce que nous sommes. Personnellement, la seule chose que je sache en tant que sujet juif, c'est qu'il faut se méfier de l'extrême droite, de ses relais ainsi que de tous ses alliés objectifs. Cela relève de l'instinct.

Quand je dis « extrême droite », je pense avant tout à son système d'oppression sur les minorités, celui qui légitime le fait de mieux traiter une personne qu'une autre en fonction de sa naissance, de son genre, de la couleur de sa peau, de ses moyens physiques ou du pays d'où elle vient. L'histoire nous montre en France et dans d'autres endroits de la planète que la bourgeoisie radicalisée n'a aucun scrupule à mettre au pouvoir des représentants d'extrême droite ou à faire voter des lois racistes dont les extrêmes droites se félicitent.

À l'heure où « l'armée la plus morale du monde » est coupable de deux ans de massacres génocidaires au nom des Juifs et de la « seule démocratie du Moyen-Orient », où tous les antisémites les plus puissants du monde s'allient avec Israël, où les actes racistes – avec en tête l'extrême droite qui se remet à ratonner en groupes escortés par la police – se normalisent dans le pays de la Déclaration des droits de l'homme ; à l'heure de la banalisation du salut nazi exécuté par deux fois par Elon Musk pendant l'investiture du président états-unien d'extrême droite, alors qu'on nous apprend que parler de « camper à Tel-Aviv »³ et scander « Free Palestine » est antisémite, l'exigence intellectuelle de précision sémantique se doit d'être portée à son plus haut. La définition du racisme, de l'impérialisme, celle de l'antisémitisme et la dénonciation de toutes ses instrumentalisations doivent se regarder, s'écrire et s'instruire avec la plus grande clarté. Parmi celles-ci, le philosémitisme de l'extrême droite, à travers l'adhésion au sionisme comme machine à blanchir des crimes antisémites des siècles passés, tout en justifiant une politique de nettoyage ethnique et d'accaparement de terres occupées, le tout au nom des Juifs.

² Jean-Paul Sartre, Réflexions sur la question juive. 1946

³ NDLR. Référence à la phrase de Jean-Luc Mélenchon, critiquant le voyage à Tel-Aviv de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, en soutien au gouvernement israélien, fin octobre 2023

CONTINUITÉS COLONIALES

Dans Discours sur le colonialisme⁴, Aimé Césaire écrivait :

« Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXe siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et que, au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique. »

Derrière cette citation de Césaire se lit le continuum qui se joue entre le génocide juif et les crimes de masse commis avant, pendant et après. Il nous dit aussi que le judéocide n'aurait pu se produire sans les expériences coloniales passées, que de reconnaître les crimes antisémites des siècles précédents n'empêche pas de continuer à massacrer et de créer une hiérarchie entre les morts. C'est de cela dont Césaire parle dans son Discours sur le colonialisme. Il s'agit donc d'une affaire collective pour que le « plus jamais ça » ne soit plus le grossier mensonge qu'il a toujours été.

Comme tous les colonialismes, le sionisme réel en Palestine occupée est une plaie de l'humanité, cela devrait faire consensus. Force est de constater que non. Le génocide à Gaza s'inscrit dans la continuité de la colonisation de peuplement. L'État d'Israël n'a toujours eu qu'une seule dynamique depuis le début de son existence, celle du colonialisme et du nettoyage ethnique, gouvernements de gauche comme de droite. Seule l'intensité varie. Depuis deux ans, les Palestiniens subissent une accélération de tout cela. Tout le monde sait très bien que, même si un gouvernement de gauche prenait le pouvoir, jamais les terres ne seront rendues, jamais les colons ne les rendront, comme toutes ces vies palestiniennes volées. Tout le monde le sait, et ceux qui disent le contraire mentent. Benjamin Nétanyahou n'est malheureusement qu'un piètre représentant de sa société malade, qui consent à 82 % à l'expulsion des Palestiniens, et à 47 % à l'extermination totale des Palestiniens, selon un sondage publié par le journal Haaretz au mois de mai 2025⁵.

Qui peut se sentir en sécurité dans un pays qui massacre et pille son voisin depuis le début de son existence ?

Il me paraît important de poser ces bases, car le sionisme considère par principe la critique de l'État colonial d'Israël comme antisémite. Les trois quarts de ma famille vivant en Israël, dont mes deux parents juifs, une mère née à Haïfa et un père né à Rabat – leur rencontre s'est cristallisée dans les

⁴ Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*. Présence africaine, 2000

⁵ Shay Hazkani, Tamir Sorek, « Yes to Transfer: 82% of Jewish Israelis Back Expelling Gazans », *Haaretz*, 28 mai 2025

années 1970 au kibbouz de Karmia, tout près de la bande de Gaza –, j'ai reçu ce qu'on appelle une éducation « sioniste de gauche », expression qui ne veut pas dire grand-chose, mais qui réunit néanmoins un courant, en France et ailleurs.

UN TOUR DE PASSE-PASSE

Cette éducation sioniste de gauche a toujours relié les Juifs à Israël. J'ai donc moi aussi longtemps tenu un discours totalement factice sur Israël et sur l'antisémitisme, et je le regrette profondément : « Ils veulent nous jeter à la mer ! », « Tu es pour la destruction d'Israël ? », « Tu veux tuer les Juifs ? », « Israël est le seul refuge sûr pour les Juifs qui fuient l'antisémitisme ».

Toutes ces fausses questions « existentielles » pour éviter de parler de justice, d'égalité et de réparation sont déplorables. Non, Israël n'a jamais été le « refuge pour les Juifs » qu'il prétend être. Qui peut se sentir en sécurité dans un pays qui massacre et pille son voisin depuis le début de son existence ? Omar Barghouti, cofondateur de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), disait très justement : « Si la liberté, la justice et les droits égaux pour tous devaient détruire Israël, qu'est-ce que cela dit d'Israël ? »⁶

Les Juifs sont là. Personne ne va les jeter à la mer. Il s'agit de reconnaître que ces terres ont été volées et d'y accorder aux Palestiniens une souveraineté égale.

Les grandes puissances ont adopté la définition de l'antisémitisme que leur a livrée clé en main l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Une imposture qui nous met tous en danger. Historiens, spécialistes du génocide juif⁷, sociologues⁸

en font fortement la critique, car elle participe à la normalisation de la colonisation – et maintenant du génocide – et cherche à censurer toute critique ou remise en cause de l'État d'Israël par un tour de passe-passe qui transforme critique politique en propos antisémite. Après deux ans de génocide, il est indispensable de dénoncer sans trembler cette entreprise frauduleuse qui instrumentalise la mémoire de nos défunts, pour taire la politique d'annihilation du peuple palestinien.

À l'heure tragique que nous vivons, où la reconnaissance de la Palestine par la France semble servir de paravent à la complicité toujours plus active avec Israël, il est primordial de prendre ses responsabilités en tant que citoyen en quête de justice et de tout faire pour s'élever contre cet État colonial, maintenant génocidaire. Nous pouvons et devons agir aux endroits où la banalisation de cet État se fait dans la complicité institutionnelle de nos vies quotidiennes. Dans le milieu de la musique classique, la normalisation d'Israël et de ses ambassadeurs est encore de mise. Toutefois nous pouvons essayer de faire basculer l'opinion pour qu'enfin justice puisse se faire.

Il n'y aura pas de paix durable sans justice. Free Palestine.

Le pianiste classique Adam Laloum, né en 1987, fait ses classes au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Soliste talentueux, il remporte plusieurs prix, comme le concours Clara-Haskil de Vevey, en 2009, ou les Victoires de la musique classique en 2017. Il se produit avec des orchestres de renom : le Mariinsky Theatre Orchestra (Saint-Pétersbourg), la Philharmonie de

⁶ Piotr Smolar, « Israël face à la menace montante du boycott », *Le Monde*, 5 juin 2015

⁷ Amos Goldberg et Raz Segal, « Distorting the definition of antisemitism to shield Israel from all criticism », +972, 5 août 2019

⁸ Nidal Taïbi, Judith Butler: « L'université doit résister au chantage du gouvernement américain », *Les Inrockuptibles*, 3 octobre 2025

Berlin, l'Orchestre philharmonique de Radio France, ou l'Orchestre national de France. Il est aussi militant au sein du collectif décolonial Tsedek.

<https://orientxxi.info/decoloniser-la-musique-classique-un-devoir-de-justice,8622>

4.2 Boycott d'Israël, grand désaccord musical

CLASSIQUE Tandis que plusieurs musiciens ont décidé de prendre parti pour la cause palestinienne, d'autres voix condamnent la déprogrammation du chef d'orchestre israélien Lahav Shani dans un festival à Gand, en Belgique

PIERRE CARREY, Le Temps 15 sept. 2025

Faut-il boycotter la culture israélienne dans les salles de concert et dans les opéras? Ou bien accueillir ce pan culturel tout en dénonçant les massacres à Gaza?

La neutralité est-elle une option possible? Après deux ans d'un relatif silence sur les dizaines de milliers de morts en Palestine, le monde de la musique classique, pourtant habitué aux partis pris politiques, commence à se faire entendre, et c'est peu dire qu'il est désaccordé. C'est l'éviction du pianiste et chef israélien Lahav Shani du Gent Festival van Vlaanderen, à Gand, en Belgique, pour un concert prévu le 18 septembre à la tête de l'Orchestre philharmonique de Munich, qui a accéléré les débats. Cette déprogrammation est en effet une première depuis l'annulation d'un concert du Quatuor de Jérusalem en mai 2024 à Amsterdam, officiellement pour des raisons de sécurité.

LA GRANDE FAMILLE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE RESTE PEU MOBILISÉE, VOIRE EM-BARRASSÉE, PAR LE SUJET DE LA PALESTINE

Protégé de Daniel Barenboim, Lahav Shani, 36 ans, s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur de la paix. Mais les organisateurs belges, appuyés par les autorités flamandes et plusieurs collectifs militants, lui reprochent d'être directeur artistique de l'Orchestre philharmonique d'Israël qui, selon eux, évolue «dans une zone grise». Dans une pétition, la pianiste argentine Martha Arge-rich, le violoniste français Renaud Capucon et le flûtiste franco-ge-nevois Emmanuel Pahud blâment cette décision, rejoints par de nombreux musiciens et des figures politiques telles que le premier ministre belge Bart De Wever (membre de N-VA, un parti nationaliste flamand). Si la plupart des soutiens de Lahav Shani soulignent que la musique doit être un facteur d'union et non de division, d'autres, comme l'Opéra d'Etat de Berlin, accusent le festival de Gand d'antisémitisme.

Plusieurs de ces artistes ont d'ailleurs choisi de maintenir leurs tournées en Israël ou auprès de l'Orchestre philharmonique d'Israël ces deux dernières années. A l'image de Martha Arge-rich qui, en mai 2025, a conclu un concert à Tel-Aviv par un bis en hommage à un otage du Hamas.

Fin 2023, la grande pianiste, connue néanmoins pour ses idées progressistes, participait à un gala de charité avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, dans la capitale allemande, qui prônait la «libération des otages» et «la protection des populations civiles palestiniennes et israéliennes».

«CLARIFIER LES POSITIONS»

Sur une ligne opposée, quelque 800 personnalités du monde de la musique exhortent leur milieu «à clarifier ses positions au sujet du génocide en cours à Gaza» dans une tribune publiée par Mediapart.

Parmi elles, le gambiste espagnol Jordi Savall, le violoniste Michael Barenboim ou le pianiste Adam Laloum. Leur tribune est parue mercredi dernier, le même jour que la déprogrammation décidée par le festival de Gand et alors qu'un texte réclamait de «boycotter les institutions israéliennes» dans le monde du cinéma. Par ailleurs, jeudi soir, un chef d'orchestre a mené la première interpellation publique connue à ce jour sur scène, dans le cadre des prestigieux BBC Proms, à Londres: l'Israélien Ilan Volkov a imploré les spectateurs de «faire tout ce qui est possible pour faire cesser cette folie».

Malgré ces premières interventions, la grande famille de la musique classique reste peu mobilisée, voire embarrassée, par le sujet de la Palestine - loin de la quasi-unanimité qui avait suivi l'invasion de l'Ukraine en février 2022. De nombreux artistes russes avaient alors été décommandés, tel le chef Valery Gergiev, ami personnel de Vladimir Poutine, qui avait perdu plusieurs postes. Notamment à la tête de l'Orchestre philharmonique de Munich, où il avait été remplacé... par Lahav Shani. -

4.3 L'engagement du chef Ilan Volkov

JOURNAL DU CLASSIQUE, Belgique

Le chef d'orchestre israélien Ilan Volkov arrêté lors d'une manifestation pacifique aux portes de Gaza

Dix jours après la déclaration engagée d'Ilan Volkov lors des Proms au Royal Concert Hall de Londres, qui dénonçait "la poursuite de la destruction" de l'intervention israélienne à Gaza, le chef d'orchestre israélien a été brièvement arrêté lors d'une manifestation pacifique sur la bande de Gaza.

Par

Paula Floch, JOURNAL DU CLASSIQUE, Belgique, 29 sept. 2025 à 14:44

Alors que son compatriote Lahav Shani a été déprogrammé du Festival de Flandre à Gand pour son manque de clarté politique, le chef d'orchestre **Ilan Volkov** dénonçait haut et fort la folie destructrice de la guerre à Gaza lors des Proms au Royal Albert Hall de Londres, où il dirigeait la Symphonie n°2 de Johannes Brahms le 11 septembre :

"Je sais que beaucoup d'entre nous se sentent totalement impuissants face à cela. Des Palestiniens innocents sont tués par milliers, déplacés sans cesse [...]. Des otages israéliens sont détenus dans des conditions effroyables depuis près de deux ans, et des prisonniers politiques croupissent dans les prisons israéliennes", déclarait le chef d'orchestre, avant de conclure : *"Les Israéliens, les Juifs et les Palestiniens ne pourront pas arrêter cela seuls. Je vous demande à tous de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour mettre fin à cette folie."*

Moins de dix jours plus tard, Ilan Volkov, qui fut l'assistant de Seiji Ozawa et directeur du BBC Scottish Symphony Orchestra de 2003 à 2009, participait dans le sud d'Israël à un rassemblement pacifiste en solidarité avec la flottille humanitaire *Global Sumud*, qui vise à briser le blocus et le siège de Gaza.

Malgré les actions des forces militaires pour empêcher le groupe (estimé entre 100 et 200 manifestants) de pénétrer dans Gaza, ceux-ci ont pu atteindre la barrière. Ils ont manifesté pendant environ une demi-heure, défiant les intimidations militaires.

Ils portaient des pancartes en anglais et en hébreu, avec des slogans tels que *"Stop au terrorisme sioniste"* et *"Stop à la Nakba en cours"*. Les manifestants scandaient : *"Arrêtez la destruction, arrêtez la famine, il y a un holocauste à*

Gaza." Appelant à la fin du génocide, ils ont exigé le **désarmement d'Israël** et un **boycott** pour y parvenir.

À lire aussi : "Détourner les yeux revient à être complice" : Jordi Savall encourage les artistes à se mobiliser pour la fin de la guerre à Gaza
Aux alentours de la bande de Gaza, le chef d'orchestre et trois autres manifestants ont été arrêtés par les forces militaires, puis relâchés une heure plus tard.

La veille de son arrestation, Volkov avait participé à une manifestation musicale sur la place **Bima** à Tel Aviv. La flûtiste et compositrice de musique de film **Dalit Ziv** avait réuni plusieurs musiciens pour simuler le bruit des drones qui survolent Gaza.

Artiste particulièrement sensible à la musique du XXe siècle, Volkov a organisé des événements consacrés à la musique contemporaine en Israël et a créé une salle de spectacle en collaboration avec le musicien de jazz **Assif Tsahar**. Il déclare cependant **ne plus vouloir travailler en Israël dans le contexte actuel**.

Ilan Volkov est également, depuis la saison 2022-2023, un invité permanent du Brussels Philharmonic. Il sera prochainement à Bruxelles, dans le cadre de la série "Brussels Philharmonic Lab ».

6. Lahav Shani, Chef d'orchestre israélien

6.1 « À la Philharmonie de Paris, le public nous a littéralement lynchés »

Jeudi 6 novembre, le collectif Palestine Action France a perturbé la tenue du concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël à la Philharmonie de Paris. Des militants se sont fait violemment frapper par des spectateurs. Pour la première fois, une participante prend la parole pour expliquer sa version des faits.

Pierre Jequier-Zalc 11 novembre 2025

Les images font le tour des plateaux télés et des réseaux sociaux depuis des jours. On y voit des militants pro-palestiniens brandir des torches en plein concert de l'orchestre philharmonique d'Israël, dans la grande salle de la Philharmonie de Paris. Puis, très rapidement, se faire passer violemment à tabac par des spectateurs.

Depuis cette action, les réactions ont fusé, remontant jusqu'au sommet de l'État. Les ministres de l'Intérieur et de la Culture ont largement condamné cette action que « rien ne justifie ». L'extrême droite, via ses médias, en, a également fait ses choux gras. Rien, ou presque, en revanche, n'a été dit sur les violences subies par les militants non-violents.

Pour la première fois depuis jeudi 6 novembre, l'une d'entre-elles a décidé de sortir du silence pour expliquer à Politis ses motivations et sa version des faits. Fatiguée après 70 heures de détention et placée sous contrôle judiciaire, M. se félicite tout de même d'une « action de boycott actif réussie » et appelle la justice à poursuivre les personnes qui l'ont frappée ainsi que son camarade.

Jeudi 6 novembre, vous avez participé à une action à la Philharmonie de Paris durant le concert de l'orchestre philharmonique d'Israël. Pourquoi avez-vous ciblé ce concert ?

Cette action a été organisée au concert de l'Israel Philharmonic Orchestra car c'est un outil de propagande et d'artwashing de premier plan pour l'État colonial israélien. D'ailleurs, l'orchestre se revendique lui-même comme le premier « ambassadeur culturel » d'Israël, il est financé par Israël [à hauteur de 12,7 %, N.D.L.R.], et est composé de nombreux musiciens qui sont passés par l'armée

d'occupation et qui assument, sur les réseaux sociaux, soutenir le génocide en cours. Donc il nous paraissait essentiel, qu'en plein génocide, ce concert ne puisse pas se tenir.

Cette action a été organisée par des gens ordinaires, des gens qui en ont marre.

Or l'État Français, par le biais de la Philharmonie et de son directeur, Olivier Mantei, nommé par [Emmanuel Macron](#), s'est obstiné à la tenue de ce concert. Il y a eu beaucoup d'alertes en amont, des demandes d'annulation du concert, ou, à minima, d'une recontextualisation de la situation actuelle en Palestine. Rien n'y a fait, la Philharmonie s'est entêtée. Cela traduit bien le soutien sans faille apporté par l'État Français à l'État génocidaire israélien.

Ce que ce concert traduit, c'est que la France est un allié génocidaire. Comme pour le Rwanda, ou au [Soudan](#) où la France est un des principaux vendeurs d'armes aux FSR [Forces de soutien rapide, N.D.L.R.]. Parce qu'il faut le répéter : il était tout à fait possible d'annuler ce concert. Les concerts des orchestres russes qui entretiennent des liens avec le régime du Kremlin ont pu être annulés par la Philharmonie. Donc si le concert a eu lieu, c'est grâce à une initiative conjointe de l'État colonial d'Israël et de la France.

Votre action avait-elle pour but de visibiliser la cause palestinienne ou de faire en sorte que ce concert n'ait pas lieu ?

Les deux. Notre but était, dans un premier temps, de dénoncer le soutien colonial de la France à cette organisation culturelle et à l'État colonial israélien. Et, dans un second temps, de porter l'enjeu d'un boycott actif, non-violent et collectif pour lutter pour la Palestine. On revendique d'avoir perturbé le concert et nous aurions souhaité l'annuler. On n'est pas passé loin.

Cette action a été organisée par des gens ordinaires, des gens qui en ont marre, qui ont participé à des manifestations, signé des pétitions, qui ont interpellé leur député et qui ont décidé de faire quelque chose. L'action a été organisée par environ 50 personnes, à l'extérieur comme au sein de la Philharmonie. Il n'y a pas de militant·es professionnel·les ou de gens encartés. Il y a des profs, des musicien·nes, des chômeurs, des étudiant·es, des ingénieurs, des avocat·es. On voulait montrer que c'était possible.

Justement, vous étiez directement dans la salle et avez été blessée au cours de cette action. Que s'est-il passé ?

La première chose que j'ai observée, c'est que visiblement, le public était très content d'être là. Pour moi, la présence du public revenait à prêter allégeance à un État génocidaire. Puis c'est allé très vite.

J'ai vu mon camarade se faire tabasser pendant trois minutes, sous les applaudissements des témoins qui criaient « Achevez-le ! ». J'ai eu très peur qu'il soit projeté derrière la rambarde. Cela traduit un véritable ensauvagement du sionisme en France. Toutefois, il faut aussi souligner que des gens ont été solidaires avec nous. Ensuite, je ne me souviens pas de tout car j'ai perdu connaissance assez rapidement après avoir été frappée à la tête et projetée contre le sol. Je me souviens simplement avoir été insultée, qu'on m'a craché dessus et que c'était très violent.

Vous attendiez-vous à une telle réaction de certains spectateurs ?

On avait anticipé la possibilité de se faire chahuter mais absolument pas à ce point. Notre action était non-violente : il s'agissait de dire des slogans et de sortir des tracts. On le voit bien d'ailleurs sur les vidéos. Même quand mon camarade se fait frapper, son seul enjeu c'est que sa torche – et non un fumigène – ne tombe pas, pour éviter de blesser des spectateurs ou de brûler du mobilier. Le public nous a littéralement lynché·es. Cette **sauvagerie n'a rien d'anodin** et ce niveau de violence ne peut que illustrer le racisme des sionistes et celui, en particulier, qui vise les populations arabes.

Nous avons déposé plainte en notre nom pour violences volontaires. Plusieurs personnes qui ont participé à ces violences sont identifiables et certaines s'en sont même félicitées sur les réseaux sociaux. On a également déposé plainte pour violation du secret de l'enquête. En effet, très rapidement, plusieurs informations sur nos identités – nos prénoms, nos initiales, nos âges, notre nationalité – ont été dévoilées dans les médias, notamment du groupe Bolloré.

Cela démontre bien tout ce que la France est capable de mobiliser pour entraver la mobilisation contre un génocide.

Vous avez été placée en garde à vue le soir-même. Comment se sont déroulés les jours qui ont suivi ?

À la sortie de la salle, la police est arrivée et procédé à un contrôle d'identité. On entendait des commentaires insultants du type : « Bande de guignols de Gaza. Vous allez voir au commissariat. » On a été emmenés sur le parvis de la Philharmonie, encerclés par une centaine de CRS. Un camarade avait le crâne ensanglanté et des ecchymoses partout. La police lui a refusé les soins qu'il réclamait. Elle lui a dit d'arrêter de « faire la victime, parce que là, c'était le début de son cauchemar ».

Arrivée au commissariat, on a été traités comme des sous-hommes dans le commissariat du XIX^e arrondissement avec de nombreux commentaires racistes, des officiers de police judiciaire extrêmement violents. On a demandé à voir des médecins. Surtout pour notre camarade avec le crâne ensanglanté et pour moi, qui avait perdu connaissance au cours de l'action et alors que j'avais

des nausées, des vomissements ainsi qu'un important œdème sur la tête. Le premier médecin que j'ai vu a jugé que mon état ne nécessitait pas d'examen neurologique. Le second, le lendemain, a trouvé mon état inquiétant, ce qui a été confirmé à l'AP-HP où un autre médecin a ordonné que l'on me fasse passer un scanner. J'ai ensuite été hospitalisée 10 heures et 2 jours d'ITT m'ont été prescrits. Je ne tenais pas debout.

J'ai été placée dans une cellule éclairée 24 heures sur 24, sans matelas. Les policiers m'ont insultée. Il faut vraiment s'intéresser à ce qu'il se passe dans les espaces de privation de libertés, c'est absolument indigne et cela interroge sur ce qu'on est en tant que société.

Puis, un juge d'instruction a été nommé. Quelle démesure pour des militants non-violents qui protestent contre le meurtre d'enfants et de femmes ! Ensuite, on a été placés sous contrôle judiciaire : je n'ai pas le droit de paraître aux abords de salles de spectacle dans Paris, ni de rentrer en contact avec les autres personnes mises en examen. Je dois pointer toutes les semaines au commissariat, et je n'ai pas le droit de paraître en manifestation. C'est une atteinte grave à nos libertés fondamentales. C'est une manière de nous marginaliser. Cela démontre bien tout ce que la France est capable de mobiliser pour entraver la mobilisation contre un génocide.

Vous attendiez-vous à un tel niveau de répression ?

Notre action se voulait radicale et non-violente, donc on s'attendait à ce qu'elle ne suscite pas l'unanimité, bien sûr. Mais clairement pas à un tel niveau de répression et un tel déchaînement de violences. Depuis [le 7 octobre 2023](#), sous couvert de criminalisation du soutien à la Palestine, on assiste à une offensive générale contre les libertés publiques qui va à l'encontre de tous les principes de notre état de droit. La circulaire Dupond-Moretti du 10 octobre 2023 a été le premier élément institutionnel de la répression de la solidarité avec la Palestine, cela situait déjà l'État français contre les mobilisations sociales, qu'elles soient propalestiniennes ou antigénocide.

Le retentissement médiatique a été important, notamment de la part des médias Bolloré qui ont très vite instrumentalisé votre action. Comment réagissez-vous à cela ?

Il y a un acharnement extrêmement violent de l'[extrême droite](#). Nos noms ont fuité dans [les médias Bolloré](#) et sur les réseaux sociaux. Depuis, je vis dans la peur permanente que mon adresse et mon identité complète soit dévoilée. Il y a eu une importante désinformation avec des personnes qui nous accusent d'avoir voulu mettre le feu à la salle, ce qui est complètement faux. C'est nous qui avons subi un lynchage filmé. Des personnes qui revendent la violence à notre égard et qui, à ce jour, ne sont toujours pas poursuivies. Tout cela interroge sur l'impartialité de la justice et de

la police dans notre pays, alors que nous avons seulement lutter contre un génocide en cours, de manière non violente.

Vous avez porté plainte pour violence volontaire. Qu'attendez-vous du parquet désormais ?

On veut que les personnes qui nous ont lynchés soient désormais jugées. Elles nous ont tabassés, craché dessus. Elles ont été filmées et elles ont même revendiqué leurs actes sur les réseaux sociaux. Combien de preuves faut-il pour qu'elles soient jugées ? Jusqu'à quel niveau d'inaction les institutions françaises veulent-elles se rendre complices et coupables ? Il faut que ces personnes répondent de leurs actes devant la justice.

Et, de manière plus large, nous demandons à ce que l'État français s'intéresse aux milices sionistes organisées à Paris et en France. Lors d'un rassemblement en notre soutien devant le commissariat où nous étions détenus, une milice sioniste est venue en découdre, criant et jubilant « on a rasé Gaza », ou encore « la France aux Français ».

Le 30 novembre, il y a de nouveau un concert de Lahav Shani, le chef d'orchestre de l'orchestre national israélien à la Philharmonie. Est-ce qu'une action est d'ores et déjà envisagée ?

On appelle à l'annulation de ce concert. Notre position est la même que pour le concert du 6 novembre : il faut se rendre compte de la solidarité de la France avec l'État colonial qui permet à cette messe génocidaire de se tenir. Le 6 novembre, ils ont joué et chanté l'hymne d'un pays qui a méthodiquement éradiqué 3 millions d'années de vie humaine de la surface de la Terre – [The Lancet a mentionné ce chiffre dans une étude](#). Comment est-il possible que la France, signataire de nombreux textes internationaux, puisse tenir de telles positions ?

Ce concert a été programmé en plein génocide, en février 2024. Des salarié·es, des associations, des collectifs, des citoyens ordinaires abonnés à la Philharmonie ont alerté. Cette institution publique est financée par nos impôts. Jusqu'à quand Olivier Mantéi va-t-il s'entêter ? On demande sa démission : ce type d'événement met en danger l'intégrité de notre démocratie. Aux Pays-Bas, un concert d'Elisabeth Leonskaja annulé

Par Roxane Borde - Publié le 20 novembre 2025 à 11:09

6.2. Musikverein de Vienne

Vienne : le concert du chef d'orchestre israélien Lahav Shani interrompu par des militants pro-Palestine

Ce samedi 20 septembre au Musikverein de Vienne, le concert de l'Orchestre Philharmonique de Munich dirigé par le chef d'orchestre israélien Lahav Shani a été interrompu par un groupe de militants pro palestiniens. Un événement qui se produit peu de temps après la déprogrammation polémique d'un concert dirigé par Lahav Shani en Belgique, au Gent Festival Van Vlaanderen.

Par Paula Floch, JOURNAL DU CLASSIQUE, 23 sept. 2025 à 10:44

L'Orchestre philharmonique de Munich, sous la direction de son chef israélien Lahav Shani, a pu jouer 15 minutes ce samedi sous les lustres du Musikverein de Vienne avant que des voix ne s'élèvent dans le public, scandant "Free Gaza !" depuis le fond de la salle.

Le quotidien viennois *Der Standard* affirme qu'un drapeau palestinien aurait été déployé. C'est à ce moment que le personnel de sécurité serait intervenu.

D'autres militants prêts à réagir s'étaient dissimulés dans le public. Un spectateur s'est alors dirigé vers la scène et a crié "Liberté pour Gaza !", auquel un autre spectateur aurait rétorqué en dialecte viennois *d'aller se faire voir*. Deux hommes, âgés de 54 et 33 ans et une femme de 37 ans, ont été inculpés pour trouble à l'ordre public, a indiqué un porte-parole de la police. Ensuite, le concert a repris sans plus d'interruption.

Cet incident a lieu une semaine après la vive polémique provoquée par la décision du *Gent Festival Van Vlaanderen* de déprogrammer le concert du chef Israélien Lahav Shani et de son orchestre, le Philharmonique de Munich. Le festival argue des raisons de sécurité, soutenant que "la décision n'était en aucun cas fondée sur les origines ou la nationalité de Shani, et son intégrité personnelle n'est pas remise en question", pourtant, certains administrateurs du même CA avaient déjà insisté pour que Lahav Shani prenne position sur le rôle du gouvernement israélien à Gaza.

Cette décision a motivé une vague de soutien politique notamment en Allemagne : le président allemand Frank-Walter Steinmeier qualifiait cette décision "évidemment antisémite". En réponse à l'annulation du concert de Gand, il était invité par la ville de Berlin à se produire au *Musikfest*.

Le Premier ministre belge Bart De Wever (N-VA, droite nationaliste) a saisi cet événement médiatique et s'est rendu sur place afin de lui "exprimer sa solidarité".

Ce lundi 22 septembre, le Conseil communal de Gand a déclaré n'avoir exercé aucune pression auprès du CA du Festival en faveur de l'annulation du festival, niant une accusation faite par la cheffe de groupe Annelien van Bossuyt (N-VA), et ministre fédérale de l'Asile et de la Migration, qui a affirmé que la ville avait bien exercé des pressions et que cette décision plaçait "à nouveau Gand sous un jour négatif".

Dans un communiqué publié le 16 septembre, une semaine après la polémique, Lahav Shani regrette que le festival "cède aux pressions politiques et exige que je fasse une déclaration politique malgré mon engagement de longue date et publiquement exprimé en faveur de la paix et de la réconciliation. »

6.3 Réaction du chef d'orchestre

Réaction du chef d'orchestre israélien suite à l'annulation de son concert à Gand : "le Festival a cédé à la pression politique"

Le chef d'orchestre israélien Lahav Shani a réagi, pour la première fois, mardi soir à l'annulation de son concert avec l'Orchestre philharmonique de Munich prévu jeudi à Gand dans le cadre du Gent Festival van Vlaanderen.

Eric Steffens, Belga, Publié:mar. 16 sept.

Le Festival de Flandre Gand confirme sa décision : le concert avec le chef d'orchestre israélien Lahav Shani est annulé

"Au cours des derniers jours, je me suis retrouvé, avec deux des orchestres qui me tiennent le plus à cœur, la Philharmonie de Munich et l'Orchestre philharmonique d'Israël, involontairement entraîné dans une tempête publique inattendue qui a rapidement dégénéré en incident diplomatique", écrit Lahav Shani dans une déclaration publiée sur le site internet de l'Orchestre philharmonique de Munich.

Le Gent Festival van Vlaanderen a annoncé l'annulation du concert parce que l'orchestre munichois y serait sous la direction Lahav Shani, actuellement encore lié à l'Orchestre philharmonique d'Israël. À la lumière de cette fonction à la tête de l'orchestre national israélien, le festival se disait incapable d'offrir "suffisamment de clarté sur la position" de Lahav Shani "par rapport au régime génocidaire à Tel Aviv". Le CA du festival a confirmé l'annulation du concert dans la nuit de lundi à mardi.

"L'organisation du festival a agi sous le prétexte que 'la musique doit être une source de lien et de réconciliation', comme cela a été cité dans les médias. Mais elle a vidé ces paroles de tout sens en cédant à la pression politique et en exigeant de moi une déclaration politique, alors que je m'engage depuis longtemps et publiquement en faveur de la paix et de la réconciliation", a ajouté Lahav Shani.

"Je n'ai pas renoncé à mes valeurs humaines"

Sur le conflit israélo-palestinien, Lahav Shani affirme que le 7 octobre 2023, "Israël a vécu un événement terrible et sans précédent". "Comme beaucoup d'autres, j'ai immédiatement craint pour ma vie et pour celles de mes proches. Aucun Israélien n'a été épargné par ces événements. La société israélienne continue de pleurer les conséquences de l'attaque inhumaine du Hamas et aspire au retour des 48 civils encore retenus en otage dans des conditions insupportables", dit-il.

"Pourtant, moi aussi, comme de nombreux Israéliens, je n'ai pas renoncé à mes valeurs humaines. Les images et témoignages qui proviennent de Gaza sont profondément bouleversants, et il est impossible de rester indifférent à la souffrance des civils à Gaza, au milieu de la catastrophe que cette guerre leur a infligée", ajoute le chef d'orchestre. "Tout doit être fait pour mettre fin à la guerre le plus rapidement possible et commencer le long processus de guérison et de reconstruction pour les deux sociétés".

La décision d'enlever ce concert de la programmation du festival gantois, a suscité une polémique politique en Flandre. La ministre flamande de la Culture Caroline Gennez (Vooruit) a notamment soutenu la décision, tandis que la N-VA l'a qualifiée de discrimination.

La présence de Bart De Wever au concert d'Essen saluée

Publié:
lun. 15 sept.

Deux membres N-VA du conseil d'administration du "Gent Festival van Vlaanderen", Christoph D'Haese et Annemie Charlier, ont démissionné mardi dans les heures qui ont suivi la décision de ne pas revenir sur l'annulation du concert de l'orchestre philharmonique de Munich.

Le Premier ministre Bart De Wever a été l'un des plus critiques, allant jusqu'à assister à un concert dirigé par Lahav Shani en Allemagne, afin de restaurer la "réputation de la Belgique", gravement atteinte selon lui. "La présence du Premier ministre belge à notre concert, samedi dernier à Essen, a également été profondément significative", indique Lahav Shani.

Lahav Shani et l'Orchestre philharmonique de Munich ont reçu une ovation debout lundi lors d'un concert de solidarité contre l'antisémitisme à Berlin, un concert organisé à la dernière minute.

7. La pianiste Elisabeth Leonskaja

La pianiste russe-autrichienne devait se produire au Muziekgebouw d'Eindhoven le 4 décembre prochain. Mais un concert prévu à Moscou deux semaines auparavant a poussé les organisateurs à annuler sa prestation.

Ce vendredi 21 novembre, la grande pianiste **Elisabeth Leonskaja** jouera à la Philharmonie de Moscou sous la direction de **Yuri Bashmet** – l'altiste et chef d'orchestre qui n'a cessé d'affirmer son soutien à Poutine. Si la musicienne russe naturalisée autrichienne n'avait pas annoncé ce concert sur son site internet, l'événement n'est pas passé complètement inaperçu et n'a pas tardé à susciter l'indignation. Si bien, que le Muziekgebouw d'Eindhoven, aux Pays-Bas, où elle doit se produire dans deux semaines, a décidé d'annuler sa venue.

« Douleur suscitée par la guerre en Ukraine »

Se référant aux directives de l'association qui réunit les théâtres et salles de concert des Pays-Bas, la direction du Muziekgebouw d'Eindhoven rappelle que les artistes russes peuvent être accueillis tant qu'ils n'ont pas activement soutenu l'invasion de l'Ukraine – sans avoir besoin de prendre publiquement leurs distances avec le régime en raison du danger que cela peut représenter. « *En ce qui concerne Elisabeth Leonskaja, nous avons examiné les faits avec le plus grand soin* », affirment les porte-paroles de l'institution qui précisent que son cas est « *complexe* » : « *Alors qu'elle ne réside pas en Russie, elle a choisi de se produire à Moscou, dans une salle qui met à disposition des militaires et de leurs familles des billets gratuits* », explique la direction du Muziekgebouw. Et de conclure : « *Ces circonstances nous obligent à annuler le concert prévu le 4 décembre. Nous sommes conscients de la déception que nous causons chez nos spectateurs, mais nous tenons à témoigner de la douleur suscitée par la guerre en Ukraine et c'est notre priorité absolue.* » Née en Géorgie soviétique de parents originaires d'Odessa, Elisabeth Leonskaja a étudié au conservatoire Tchaïkovski de Moscou. Récompensée aux concours Long-Thibaud et Reine Élisabeth, elle quitte l'URSS en 1978 et s'installe à Vienne, d'où elle mène la brillante carrière internationale qu'on lui connaît, en prenant soin de ne jamais se mêler de politique. Va-t-elle cette fois s'exprimer sur le sujet ?

8. Quatuor de Jérusalem

8.1 Edinburgh music festival 2008

This year's International Festival slogan is "artists without borders," which is why the appearance of cultural ambassadors for Israel - the Jerusalem Quartet - provoked a pro-Palestinian demonstration outside the Queen's Hall this morning as most Palestinian citizens do not have the same freedom of movement as Israelis, living as they do within confined borders. An unusual introduction to a morning chamber recital, the pavements thronged with placards and leaflets.

Bags were even searched on entry to the hall, an unprecedented security measure at a concert. The Quartet, making their debut at the Edinburgh International Festival, arrived on stage. The recital began. Haydn's String Quartet in D Op 76 No 5 was the first piece on the programme. When the musicians were halfway through the second, slow movement we heard a man shouting from the gallery. On looking up, it was a middle-aged protestor. The musicians stopped playing, the shouting continued and they left the stage. The man, resisting, was forcibly removed. The players returned, composed themselves and started the movement again. All was well until the third movement when another man burst into the hall downstairs. Again the music stopped, the players walked off, the man was restrained and escorted away. Once again, the musicians returned - presumably after much agonising as to whether the concert should be cancelled - and managed to finish the Haydn without further ado.

When the quartet started their next piece - Smetana's String Quartet No 1 in E minor "From my Life" - they and the audience appeared to have finally relaxed into the concert. But this mood was short-lived when a female protestor on the other side of the balcony stood up and shouted protests against the Israeli army. This proved too much for many in the audience. A swell of "boos" erupted around the auditorium accompanied by regular clapping as they shouted "out," "out" to the woman. The musicians of course had already left the stage but one returned. Standing in front of the audience he explained they were there to make music, not get involved in politics and he asked that they be given the peace to continue. The audience responded enthusiastically, and with great whoops and cheers the quartet came back on and resumed the movement.

They got to the second movement and again, in this orchestrated demonstration, another female protestor stood up. The same procedure was re-enacted - musicians walked off, she was escorted out. Finally though, the Director of the International Festival announced to all that there were more movements in the pieces the musicians were going to play than the number of protestors in the hall and that as the International Festival had been host to the Palestinian National Theatre why should not the Israelis also be given a platform. With these sage words, no more dissenting voices were heard in the hall, and the Smetana was finished.

After the interval, which was much later than anticipated and involved much animated discussion about the recent events, we were able to hear, uninterrupted (apart from the lead violinist's bow string snapping and having to be replaced!), all four movements of Brahms' String Quartet in A minor Op 51 No 2. This composition is considered to be Brahms' "masterwork" and we were finally given an opportunity to hear why these relatively young musicians are in such demand on the international stage.

Dynamic players, they interpret the range of musical passages with assertion, and confidence. Having been friends since teenage years, they musically interact with one another effectively and effortlessly and created for the audience a memorable passionate performance.

<https://edinburghguide.com/festival/2008/edinburghinternationalfestival/jerusalemquartet-2479>

8.2 Charges dropped

“Racism” charges dropped against Scottish solidarity activists

[Scottish Palestine Solidarity Campaign](#) 8 April 2010

Five Palestine campaigners who contested the relevancy of a “racially aggravated conduct” charge in relation to their protest against Israel’s blockade of Gaza had all charges against them dropped today.

The campaigners, all members of the Scottish Palestine Solidarity Campaign (SPSC), had interrupted the August 2008 Edinburgh Festival concert by the Jerusalem Quartet. Tours by the classical musicians are regularly sponsored by the Israeli government, which the campaign group claims makes them a legitimate target for protest.

The campaigners had been accused of making “comments about Jews, Israelis and the State of Israel,” but during a three-day legal debate at Edinburgh Sheriff Court, a BBC audio recording of the event revealed that there had been no reference made to “Jews.” Comments included “they are Israeli army musicians,” “end the siege of Gaza,” “genocide in Gaza” and “boycott Israel.”

Sheriff James Scott ruled that “the comments were clearly directed at the State of Israel, the Israeli army and Israeli army musicians,” and not targeted at “citizens of Israel” *per se*. “The procurator fiscal’s attempts to squeeze malice and ill will out of the agreed facts were rather strained,” he said.

The sheriff expressed concern that to continue with the prosecution would have implications for freedom of expression generally: “if persons on a public march designed to protest against and publicize alleged crimes committed by a state and its army are afraid to name that state for fear of being charged with racially aggravated behavior, it would render worthless their Article 10(1) rights. Presumably their placards would have to read, ‘Genocide in an unspecified state in the Middle East;’ ‘Boycott an unspecified state in the Middle East,’ etc.

“Having concluded that continuation of the present prosecution is not necessary or proportionate, and therefore incompetent, it seems to me that the complaint must be dismissed.”

Mr. Fraser, the Procurator Fiscal Depute, said he would be appealing the ruling.

Today's ruling will disappoint the musicians whose concerts now attract regular protest. After a similar disruption of their Wigmore Hall concert last week they issued a statement claiming to "have no connection with or patronage by the [Israeli] government." However, organizers of their November 2009 Australia tour acknowledged that "The Israeli government provided about \$8,000 towards the costs of the tour," but explained, "this was only a minuscule proportion of the total cost."

Outside Edinburgh Sheriff Court, supporters held banners reproducing the "racist" slogans, and a number of enlarged concert programs indicating Israeli Embassy sponsorship of the quartet's tours were on display.

SPSC chair Mick Napier had mixed feelings about the ruling: "While this particular attempt to criminalize solidarity with Palestine has failed, British government support for Israel continues. In England, more than 20 prison sentences — some for over two years — have been handed out to those who protested Israel's massacre of 1,400 mostly civilians in Gaza last year. On the subject of racism, of the 78 charged, all but two are young Muslims."

"If our case had gone to trial, it would have been Israel in the dock, not us. We had a string of witnesses from Palestine, Israel and South Africa lined up to discuss the real racism and apartheid that Palestinians face daily. As long as the ethnic cleansing of Palestine continues, Israel's political, cultural and sporting ambassadors will face boycott protest similar to that faced by the racist apartheid South African regime in the last century.

"It's time for politicians to fall into line with public opinion. Alex Salmond's recent call for a review of trade relations with Israel is a step in the right direction, but what that means in practice remains to be seen."

<https://electronicintifada.net/content/racism-charges-dropped-against-scottish-solidarity-activists/1044>

8.3 The Guardian, 30 mars, London

Des militants BDS ont interrompu le concert du Jerusalem Quartet dans la salle la plus prestigieuse de Londres pour la musique de chambre. Lire l'article du Guardian.

« La Cisjordanie arrive jusqu'à Wigmore Hall

Il est difficile d'imaginer lieu plus feutré que l'élégant Wigmore Hall, la salle la plus prestigieuse de Londres pour la musique de chambre ; toutefois, cette paix a été brusquement troublée lorsque que des manifestants anti Israéliens ont interrompu le concert donné lundi par le Jerusalem Quartet à l'heure du lunch.

Le directeur du Wigmore Hall, John Gilhooly, raconte au Classical Music magazine : “ la manifestation avait été de toute évidence soigneusement préparée. Les manifestants avaient dû acheter leurs billets longtemps à l'avance, car ils étaient tous assis à part, dans différentes parties de la salle. L'un d'eux s'est levé et a commencé à chanter et à crier ; alors que nous le faisions sortir, un autre a fait de même dans une autre partie de la salle, et puis un autre et un autre ».

Un des manifestants, Tony Greenstein, a écrit dans son blog : « je me suis levé... et j'ai dit aux musiciens du Jerusalem Quartet qu'ils étaient les ambassadeurs culturels de l'Israël de l'apartheid et de son armée devant laquelle ils se produisent ».

Les défenseurs du quartet font valoir que le celliste, Kyriil Zlotnikov, joue avec le West-Eastern Divan Orchestra fondé par Daniel Barenboim et Edward Said, orchestre qui regroupe de jeunes musiciens Israéliens et Arabes et ils signalent que le service militaire est obligatoire en Israël.

La diffusion en direct du concert par Radio Trois a été interrompue et remplacée par un enregistrement du Salomon Quartet. Le récital du Jerusalem Quartet a finalement repris, mais «dans la salle, l'atmosphère était très tendue » a dit Gilhooly. »

Charlotte Higgins, The Guardian, 30 mars

[<http://www.guardian.co.uk/culture/2010/mar/30/jerusalem-quartet-wigmore-hall-protest>
-><http://www.guardian.co.uk/culture/2010/mar/30/jerusalem-quartet-wigmore-hall-protest>]

(Traduit par Annie GOOSSENS)

March 30, 2010

8.4 Jerusalem Quartet London concert disrupted

30 March, 2010

Protesters disrupted a lunchtime performance by the Jerusalem Quartet in London today. The concert at the Wigmore Hall was being broadcast live by the BBC.

Here is a recording of the initial disruption, whereupon the broadcast was stopped! (I wonder who that soprano could have been.....!) The JC said we shouted...Cheek! I'll send them this release with the audio link!

<http://drive.freevirtualservers.com/9892639/jq/jq.mp3>

PRESS RELEASE FROM BRIGHTON AND HOVE PALESTINE SOLIDARITY CAMPAIGN MONDAY MARCH 29TH 2010 FOR IMMEDIATE RELEASE

Protesters disrupted a lunchtime performance by the Jerusalem Quartet in London today. The concert at the Wigmore Hall was being broadcast live by the BBC.

They were protesting that the Quartet, who are cultural ambassadors for the State of Israel, are promoting the interests of Israel and all its policies against the Palestinians, to the British public. The protesters drew attention to the Quartet's strong links to the Israeli Army, Israel's crimes against the Palestinians, particularly its illegal occupation of Palestinian land, its ethnic cleansing of East Jerusalem, the apartheid nature of the Israeli state, and its attempt to starve the people of Gaza into submission.

In the words of one protester who interrupted the players with a sung objection to the tune of the well-known Christian anthem "The Holy City":

'Jerusalem is occupied: Settlers destroy her peace. We'll sing out, until apartheid And ethnic cleansing cease.'"

There were no fewer than five interruptions: some were quite lengthy, and the live broadcast by the BBC had to be abandoned.

Demonstrators inside and outside the hall included members of Jews for Boycotting Israeli Goods, and the audience were given leaflets explaining why the concert was being disrupted.

No arrests were made, but the protesters were ejected from the hall, and the players made a statement attempting to distance themselves from the Israeli state and excuse their service with the IDF.

This protest was part of the 2nd Global Day of Action on Boycott, Divestment and Sanctions Against Israel on 30th March 2010.

A spokesperson for the group, said:

As long as the state of Israel maintains its illegal occupation of Palestinian land and commits crimes against civilians, it does not deserve to be invited to any kind of cultural event. Such events give support to Israel and approval of its brutal occupation.

Mick Napier from Scottish PSC said:

Scottish PSC congratulates the protesters in London today, and would like to see all other supporters of Palestine do the same every time the Jerusalem Quartet appear as ambassadors of the apartheid state. A Palestinian violinist is harassed by soldiers at an Israeli checkpoint

Notes for editors:

1. The members of this Quartet are cultural ambassadors for Israel and the Israeli army. The Israeli Press Service says: For the three immigrants [3 of the Quartet came from Russia], carrying a rifle in one hand and a violin in the other is the ultimate Zionist statement. Their record label hyps their status within the army: They now enjoy the status of Distinguished IDF, playing for troops thrice weekly when the JQ is in Israel.

2. For decades Israel has flouted international law, dozens of UN resolutions and the International Court by: stealing Palestinian land, building over 150 unlawful settlements (deemed illegal by the

British and other governments) in the Occupied Palestinian Territories and building its illegal Apartheid Wall. The Israeli army keeps a military stranglehold over every aspect of life in the Occupied Palestinian Territory, with repeated attacks on the Palestinian population the latest in Gaza, with over 1400 deaths and terrible injuries to civilians including many children, and war crimes attested to by the UN and many human rights organizations. Its latest ethnic cleansing activities in East Jerusalem flout international law and evict Palestinians from their homes while importing settlers in their place.

3. The Palestinians are calling urgently for an international consumer and cultural boycott after decades of failed talks. As with Apartheid South Africa, we must respond until Israel meets its obligations under international law and a just solution is agreed.

4. Aharon Shabtai, Israel's greatest living poet, wrote recently:

I do not believe that a State that maintains an occupation, committing on a daily basis crimes against civilians, deserves to be invited to any kind of cultural event. That is, it is anti-cultural; it is a barbarian act masked as culture in the most cynical way. It manifests support for Israel, and...that sustains the occupation.

5. For more information contact:

Amy Harris – 0782 554 0307

See Also:

Jerusalem Quartet Performance Disrupted as Radio 3 Terminates Broadcast

The Jerusalem Quartet, who hold special performances for the Israeli Occupation Forces, had their performance taken off-air by Radio 3 as a result of the disruption of the concert yesterday at Wigmore Hall.

Tony Greenstein

<http://azvsas.blogspot.com/2010/03/jerusalem-quartet-concert-at-londons.html>

Palestine

BDS, boycott, Divestment and Sanctions, Israel, Jerusalem Quartet, London, Zionism

Posted by:

barovsky

8.5 Wigmore Hall, London

<https://azvsas.blogspot.com/2010/03/jerusalem-quartet-concert-at-londons.html>

I have a confession to make. I nearly didn't make it. Yesterday I put my watch and car clock forward but forgot to do so for my mobile and radio alarm! Result was that I got up an hour later than intended! Fortunately I managed to get the next train to Victoria and despite further loss of time as I was (twice) misdirected, I got there only 10 minutes late.

There of course is London's Wigmore Hall, home to the more discerning of nature's liberals. Except that scratch a liberal and you will often find an angry conservative!

Jointly organised by members of Brighton PSC and J-Big (Jews for Boycotting Israeli Goods) we ensured that the performance by the Jerusalem Quartet, *the Israeli Army's faithful musicians*, didn't go unchallenged.

Because in Scotland a similar protest in Edinburgh has resulted in 5 protestors being bizarrely charged with racism (it's either anti-semitism or a non-existent Israeli nationality!) it was important that this protest included a Jewish contingent.

Along with an irate old lady who wanted to gain immediate entrance, despite being late, I was kept waiting for a pause in the proceedings. Fortunately our very own opera singer, Debbie Fink of J-Big, decided that she would try and enliven what was frankly a pretty dismal and boring performance by Israel's finest. As her voice rose in harmony with the vultures on stage it seemed that at first people thought it was part of the show. However Debbie soon received a red card which quite fortunately enabled me to gain my entrance, apologising of course for my late arrival and any disruption that that might cause.

Having gained my seat, the Quartet quickly decided to resume playing. After rehearsing what I was going to say, I stood up after about 5 minutes later and proceeded to tell the JQ that they were the cultural ambassadors of Apartheid Israel and its Army whom they perform for.

Now I confess I don't claim to understand those who pay to come and listen to musicians with blood on their hands. But then I don't understand why Wagner was what he was. However I always thought that listening to classical music made you more not less peaceful. Instead as I began to contribute to the concert's proceedings people began to get animated and started hitting me with their programmes! Not that I was hurt and nor did it distract me from the message I was getting across but it illustrates the Zionist mentality. Security however was quickly off the mark and I was, well not dragged but escorted off the premises, with one of the heavies shouting 'fuck off' at my back, to which I could but reply that that wasn't very nice! The Police quickly entered but to my consternation and amazement did nothing. Given what had happened in Scotland I expected to be arrested. Instead I was merely thrown out into the street.

The next two to be evicted were members of Brighton PSC and the final evictee an activist in ISM. As we were gathering at a nearby café, a member of the audience came over to us to congratulate us on our protest which made us even more pleased. And when we learnt that the live broadcast by Radio 3 (which included Debbie's initial operatic rendition) had been terminated we were even more over the moon.

Music & Politics? The old Apartheid Conjuring Trick

The point of our protest was not primarily to engage either the audience or the JQ itself. Rather we wanted to make a clear statement that those who aid and abet the murderous activities of the Israeli Occupation Forces cannot then claim some form of musical diplomatic immunity.

As I was being thrown out a number of members of the audience had (predictably) shouted at me that this was a musical not a political event. To which I shouted that maybe they would have taken the same stance in the 1930's when the Berlin Philharmonic Orchestra had also toured European cities displaying their somewhat greater talents.

This is the old argument we used to face in the campaign against Apartheid in South Africa. We argued then that you couldn't separate the culture of Apartheid from Apartheid itself and likewise you cannot separate Zionist culture from Zionism. It is, of course, a different matter, when Israeli artists or musicians come out clearly against racism in Israel and against the Occupation.

Tony Greenstein

Below is the Press Release as issued by Brighton Palestine Solidarity Campaign.

National PSC were informed as to what was happening but chose to do nothing despite requests that they organise a picket or protest outside. Despite its claims to be building a 'mass anti-apartheid movement' on Palestine and despite its resources and paper commitment to support BDS, they chose to do nothing - again. No one in the national office knew anything about the tour by the Jerusalem Quartet.

PRESS RELEASE FROM BRIGHTON AND HOVE PALESTINE SOLIDARITY CAMPAIGN - MONDAY MARCH 29th 2010

Protesters disrupted a lunchtime performance by the Jerusalem Quartet in London today. The concert at the Wigmore Hall was being broadcast live by the BBC. They were protesting that the Quartet, who are cultural ambassadors for the State of Israel, are promoting the interests of Israel and all its policies against the Palestinians, to the British public. The protesters drew attention to the Quartet's strong links to the Israeli Army, Israel's crimes against the Palestinians, particularly its illegal occupation of Palestinian land, its ethnic cleansing of East Jerusalem, the apartheid nature of the Israeli state, and its attempt to starve the people of Gaza into submission. In the words of one protester who interrupted the players with a sung objection to the tune of the well-known Christian anthem "The Holy City": 'Jerusalem is occupied: Settlers destroy her peace. We'll sing out, until apartheid And ethnic cleansing cease."

There were no fewer than five interruptions: some were quite lengthy, and the live broadcast by the BBC had to be abandoned. Demonstrators outside the hall included members of Jews for Boycotting Israeli Goods , and the audience were given leaflets explaining why the concert was being disrupted. No arrests were made, but the protesters were ejected from the hall, and the players made a statement attempting to distance themselves from the Israeli state and excuse their service with the IDF. This protest was part of the 2nd Global Day of Action on Boycott, Divestment and Sanctions Against Israel on 30th March 2010. A spokesperson for the group, said: 'As long as the state of Israel maintains its illegal occupation of Palestinian land and commits crimes against civilians, it does not deserve to be invited to any kind of cultural event. Such events give support to Israel and approval of its brutal occupation.'

Mick Napier from Scottish PSC said: 'Scottish PSC congratulates the protesters in London today, and would like to see all other supporters of Palestine do the same every time the Jerusalem Quartet appear as ambassadors of the apartheid state' A Palestinian violinist is harassed by soldiers at an Israeli checkpoint

Notes for editors:

1. The members of this Quartet are 'cultural ambassadors' for Israel and the Israeli army. The Israeli Press Service says:

'For the three immigrants [3 of the Quartet came from Russia], carrying a rifle in one hand and a violin in the other is the ultimate Zionist statement'.

Their record label hypes their status within the army:

'They now enjoy the status of Distinguished IDF, playing for troops thrice weekly when the JQ is in Israel.'

2. For decades Israel has flouted international law, dozens of UN resolutions and the International Court by: stealing Palestinian land, building over 150 unlawful settlements (deemed illegal by the British and other governments) in the Occupied Palestinian Territories and building its illegal Apartheid Wall. The Israeli army keeps a military stranglehold over every aspect of life in the Occupied Palestinian Territory, with repeated attacks on the Palestinian population ' the latest in Gaza, with over 1400 deaths and terrible injuries to civilians including many children, and war crimes attested to by the UN and many human rights organizations. Its latest ethnic cleansing activities in East Jerusalem flout international law and evict Palestinians from their homes while importing settlers in their place.

3. The Palestinians are calling urgently for an international consumer and cultural boycott after decades of failed talks. As with Apartheid South Africa, we must respond ' until Israel meets its obligations under international law and a just solution is agreed.

4. Aharon Shabtai, Israel's greatest living poet, wrote recently:

I do not believe that a State that maintains an occupation, committing on a daily basis crimes against civilians, deserves to be invited to any kind of cultural event. That is, it is anti-cultural; it is a barbarian act masked as culture in the most cynical way. It manifests support for Israel, and that sustains the occupation.'

Here is a [report](#) on what happened in the Zionist Jewish Chronicle.

8.6 The Jewish Chronicle

Protesters disrupt Jerusalem Quartet broadcast

March 29, 2010 13:41

By

Jenni Frazer

,
1 min read

A lunchtime performance by the Jerusalem Quartet at London's Wigmore Hall, being broadcast live on BBC Radio Three, was taken off air partway through the concert on Monday afternoon after protesters disrupted the event. But the musicians played on and completed the Mozart and Ravel concert programme.

The clash came after four or five pro-Palestinian protesters bought tickets for the concert, and, about five to ten minutes into the music, began shouting and heckling the Israeli musicians. They shouted: "The Quartet, who are cultural ambassadors for the state of Israel, are promoting the interests of Israel and all its policies against the Palestinians, to the British public."

The demonstrators were taken away by Wigmore Hall security officers and a decision was taken by the concert hall management to take the broadcast off-air "in order to deny these people publicity."

A clearly shaken John Gilhooly, director of the Wigmore Hall, told the JC: "It is such a pity that music has become politicised." He said that the concert had continued until the end and that an edited version, leaving out the interruptions and the shouting, would be re-transmitted by BBC Radio Three on Saturday, April 3.

In September 2008 members of the Scottish Palestine Solidarity Campaign broke up a performance by the Jerusalem Quartet in Edinburgh, and are currently still facing legal proceedings over that demonstration.

On Tuesday international protests were planned as pro-Palestinian supporters held its Second Global Day of Action on Boycott, Divestment and Sanctions Against Israel.

8.7 Concertgebouw, Amsterdam

Indignation après l'annulation forcée de deux concerts du Quatuor de Jérusalem

Diapason, La Rédaction - Publié le 16 mai 2024 à 14:36

L'annulation de deux concerts prévus à Amsterdam ces 16 et 18 mai, en raison de la menace que font peser des militants pro-palestiniens, suscite une vague de réactions à travers le monde. Après que les musiciens les plus célèbres ont apporté leur soutien à leurs collègues israéliens, la direction du Concertgebouw a finalement fait marche arrière et maintenu le concert du 18 mai.

On apprenait hier que la direction du Concertgebouw d'Amsterdam avait décidé d'annuler deux concerts du Quatuor de Jérusalem, prévus ces 16 et 18 mai, officiellement pour des raisons de sécurité, des militants pro-palestiniens ayant prévu de manifester à cette occasion. Mais la position de la prestigieuse salle de concert est vue comme une capitulation par bon nombre d'observateurs, et comme une application du « deux poids deux mesures » : il y a quelques jours, en Suède, de semblables manifestations pro-palestiniennes se sont tenues, ce qui n'a pas empêché les autorités de maintenir la participation de la candidate israélienne au Concours de l'Eurovision. Pourquoi n'en serait-il pas de même d'un quatuor à cordes au demeurant beaucoup moins médiatisé ? L'annulation promulguée à Amsterdam semble un signal d'autant plus contestable, que non loin de là, à Bruxelles, le concert des Jérusalem prévu ce 17 mai est lui maintenu, alors que le contexte politique n'est guère différent.

Souvenir des périodes sombres

La principale réaction est venue des premiers intéressés, les musiciens du Quatuor de Jérusalem, qui se sont dit « choqués et profondément attristés ». Selon eux, l'annulation de leurs concerts « rappelle des périodes plus sombres pour les artistes juifs en Europe. » Les membres de l'ensemble assurent cependant rester « en contact étroit avec le Concertgebouw afin de mettre en place des mesures de sécurité pour l'avenir, de manière à ce que cette situation ne se reproduise plus jamais pour aucun artiste, et afin de trouver le plus rapidement possible d'autres dates [pour les concerts]. » La direction du Concertgebouw abonde d'ailleurs en ce sens : « En concertation avec le Quatuor de Jérusalem, il a été décidé de chercher une nouvelle date pour un concert où la sécurité peut être garantie. »

Les stars du classique en renfort

Ces paroles d'apaisement n'ont pas suffi à calmer l'indignation provoquée par l'annulation des concerts. Ce 16 mai au matin, la pétition de soutien au Quatuor de Jérusalem avait déjà recueilli plus de 10.000 signatures, dont certaines des plus prestigieuses : les pianistes Martha Argerich, Evgeny Kissin, András Schiff, Bertrand Chamayou, les violoncellistes Misha Maisky, Gautier Capuçon, Jean-Guihen Queyras, les chefs Simon Rattle, Semyon Bychkov, Paavo Järvi ont, parmi beaucoup d'autres, apposé leur paraphe pour marquer leur solidarité avec leurs collègues israéliens. Tout comme le directeur musical de l'Opéra de Munich Vladimir Jurowski, qui s'est en outre fendu d'un commentaire passablement courroucé : « C'est de la lâcheté que de faire payer aux musiciens les prétendues fautes et les politiques problématiques de leur gouvernement ! On peut être Israélien et avoir des opinions critiques à l'égard de son gouvernement et de ses décisions. Mais là n'est pas la question. Ces musiciens sont annulés non pas en raison de leurs fautes personnelles ou de leurs

opinions politiques, mais simplement en raison de leur nationalité, de la couleur de la page de garde de leur passeport, ce qui n'est rien d'autre qu'un acte de discrimination ! »

Mise à jour : Face à la vague de protestations, la direction du Concertgebouw a finalement décidé de rétablir le concert du 18 mai, affirmant que « la sécurité du personnel, des visiteurs et des musiciens lors de ce concert sera assurée grâce à des mesures de sécurité renforcées, un flux de visiteurs adapté et une heure de début ajustée. »

8.8 FIGAROVOX/TRIBUNE

Deux concerts du Quatuor de Jérusalem ont été annulés du Concertgebouw Amsterdam après des appels à manifester sur les réseaux sociaux de militants propalestiniens. La violoniste Zhang Zhang, membre de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dénonce la lâcheté de la direction.

Violoniste renommée, Zhang Zhang est membre de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo. Également entrepreneur social, elle a fondé et dirige une association caritative, ZhangomusiQ, qui organise des concerts dont les recettes sont intégralement reversées à des œuvres. Elle a également publié *La voie de l'archet* (Fayard, 2023).

Alors que je terminais mes études, la plupart de mes amis rêvaient de rejoindre l'orchestre philharmonique de New York, [le Metropolitan Opera](#) ou la San Francisco Symphonie. Pas moi. Mon rêve était de m'établir à Amsterdam, connu pour être l'Eldorado d'artistes musiciens. [Un Eldorado à la réputation internationale](#), renommé pour son ouverture d'esprit et pour sa diversité en matière de musique classique. Avant même d'obtenir mon diplôme, j'ai sauté dans un avion m'emmenant à Amsterdam depuis le Texas, afin de participer à un concours en vue de remporter une place au sein du célèbre [orchestre symphonique de Concertgebouw](#). Je n'en ai pas parlé à mon maître ; il me restait encore plusieurs années d'études... C'était mon premier concours pour un grand orchestre professionnel. Et si je n'ai pas obtenu la place, j'ai tout de même réussi à passer la première épreuve ! Remplie de l'adrénaline et de la fierté qui caractérisent la jeunesse, je me suis tenue derrière le paravent de la salle légendaire du Concertgebouw. Il n'y a pas mieux pour débuter sa carrière.

À Amsterdam, la vie musicale est riche. Les artistes permanents sont si nombreux qu'il existe une ligue de football composée des musiciens des différents orchestres. En ce lieu, se rejoignent héritages et innovations, évoluant dans un environnement multiculturel d'acceptation et d'inclusion. [Du prébaroque à la musique expérimentale](#), les meilleurs artistes y trouvent leur place et y cultivent leur voie. Le tout, en profitant des salles du Concertgebouw, parmi les plus prestigieuses au monde. J'ai toujours été admirative et légèrement envieuse, à l'égard de mes collègues vivant et travaillant dans cette ville...

Du moins était-ce le cas auparavant. Mais les temps ont changé. Tel que l'annonçait le récit féerique mais sombre du [Seigneur des anneaux](#), «*ce qui ne devait jamais être oublié a été perdu*». Le mal s'est développé subrepticement alors que nous regardions ailleurs. Trop occupés à examiner la couleur de peau et le sexe de ceux qui jouent sur scène, trop enclins à crier au patriarcat blanc au nom du progrès, trop concentrés à punir les compositeurs morts et ceux qui continuent à les vénérer, trop en colère contre le passé, ivres d'une hystérie collective, trop obsédés par la destruction (déconstruction) du «système» et de sa culture, négligeant ainsi les réels dangers...

Invoquer la sécurité comme motif d'annulation relève de la même lâcheté que celle qui a conduit 70% de la population juive des Pays-Bas à être envoyée dans des camps d'extermination. Zhang Zhang

Cette semaine, le célèbre Concertgebouw, dont je rêvais alors que j'étais jeune aspirante violoniste, a pris la décision d'annuler deux concerts du Quatuor de Jérusalem, prévus les 16 et 18 mai. Les porte-parole ont expliqué vouloir «garantir la sécurité du personnel, des visiteurs – qui sont souvent des personnes âgées – et des musiciens», face aux menaces exprimées par les manifestants palestiniens qui avaient déjà perturbé deux concerts du groupe. L'un qui avait eu lieu en janvier à Amsterdam. L'autre qui avait eu lieu en février à La Haye. Le Quatuor, fondé en 1996 et parmi lequel deux sont nés en Ukraine, est en effet accusé de vouloir «polir» la réputation d'Israël et de détourner l'attention de la situation à Gaza. Le violoncelliste du groupe, Kyriil Zlotnikov, qui, depuis plus de 20 ans, est le principal violoncelliste et professeur de violoncelle de l'orchestre du West-Eastern Divan – créé par Daniel Barenboim et feu Edward Said – a ainsi qualifié la décision du Concertgebouw de «capitulation devant l'intimidation et le terrorisme».

Si une pétition a été relayée et signée par des milliers de personnes – y compris des artistes hollandais – le 15 mai, pour contester son annulation, le directeur général du Concertgebouw a maintenu sa position. Il a ensuite publié une déclaration officielle, indiquant que la décision d'annuler les représentations du Quatuor avait été prise après qu'un appel à manifester contre le concert ait été lancé sur les réseaux sociaux, craignant de ne pouvoir garantir la sécurité du public, du personnel et des artistes.

Nous y voilà donc. Dans l'Europe du XXI^e siècle, après avoir radié les musiciens parce que trop blancs, après avoir passé les chefs d'orchestre à la moulinette de la «cancel culture» parce que trop masculins, après avoir supprimé des compositeurs parce que trop Européens, on censure désormais des musiciens en raison de leur origine et de leur nationalité. invoquer la sécurité comme motif d'annulation relève de la même lâcheté que celle qui a conduit 70% de la population juive des Pays-Bas à être envoyée dans des camps d'extermination pendant l'Holocauste. Lorsque les bottes et les fusils du nazisme résonnaient dans les rues hollandaises, beaucoup ont livré leurs compatriotes juifs dans l'espoir d'acheter la paix et la sécurité.

La musique est un langage universel rapprochant les peuples et les cultures. Les musiciens rassemblent en moment de communion des individus de tous horizons pour partager un peu du bon de l'humanité. En ces temps de divisions et de conflits, la musique doit demeurer un antidote à la haine et à la peur. Supprimer la voix de la musique, c'est nuire à nos propres âmes - spécialité des fascistes et des fanatiques religieux. Se plier à la tyrannie des plus hystériques et des plus violents n'apportera pas la paix plus rapidement. Bien au contraire.

Finalement, le 16 mai, jour du premier concert prévu, face à l'indignation générale, y compris de artistes les plus renommés de la planète, la direction cède et accepte de rétablir le concert le samedi 18 dans la petite salle. Cette fois, ce sont les valeurs de la démocratie qui ont prévalu, défendues par ceux qui ont tenu bon face à la haine. Le silence et la soumission ne sont pas les moyens de dissuasion les plus efficaces contre le mal. Il y a 84 ans, c'est au cours de cette même semaine de mai, que les forces néerlandaises se rendaient à l'armée allemande, entraînant le massacre de la plupart des citoyens juifs du pays, dont une jeune fille nommée Anne Frank.

L'historien Arnold J. Toynbee soutenait que le destin des civilisations est déterminé par leur réponse aux défis auxquels elles sont confrontées : «Les civilisations ne mourront pas par meurtre, mais par suicide». Permettre à la haine d'intimider et d'ostraciser le peuple juif n'est ni un progrès ni une justice. Ce n'est rien moins qu'une soumission au mal et à la destruction qui nous coûtera bientôt bien plus que des concerts annulés.

9. Demande d'annulation de la part du CAP

9.1 Première demande

Société de Musique de La Chaux-de-Fonds
Avenue Léopold-Robert 27
2300 La Chaux-de-Fonds
Suisse

Objet : Demande d'annulation de l'engagement du Quatuor Jerusalem en raison de ses liens présumés avec le gouvernement israélien

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous écrire aujourd'hui en tant que membre concerné de la communauté et mélo-mane attentif aux valeurs portées par les institutions culturelles. La Société de Musique de La Chaux-de-Fonds, dont la réputation n'est plus à faire grâce à une histoire prestigieuse de 130 ans et une programmation alliant excellence artistique et diversité, a toujours été un modèle d'intégrité et d'engagement pour la paix et le dialogue à travers les arts.

C'est pourquoi je souhaite exprimer ma profonde préoccupation concernant la programmation prévue du Quatuor Jerusalem lors de votre saison 2025-2026, notamment dans le cadre du concert avec la pianiste Elisabeth Leonskaja. En effet, ce quatuor entretient des liens documentés avec le gouvernement israélien, dont les actions militaires actuelles à Gaza ont été qualifiées de génocidaires par plusieurs organisations internationales, y compris la Cour internationale de justice et des experts des Nations Unies.

Bien que je reconnaisse pleinement la qualité artistique incontestable du Quatuor Jerusalem, leur association institutionnelle avec un État accusé de violations massives des droits de l'homme pose un problème éthique majeur. Votre institution, qui a toujours défendu des valeurs humanistes et promu une culture de paix à travers des projets transfrontaliers et inclusifs, risque involontairement de normaliser ou de légitimer des actions contraires à ces principes fondamentaux.

De plus, la Société de Musique de La Chaux-de-Fonds entretient des partenariats avec des médias publics comme la RTS, qui mettent en avant leur engagement pour la relève musicale et la diversité culturelle. Maintenir ce concert pourrait compromettre la cohérence de ces valeurs et affecter votre image auprès d'un public sensible aux enjeux de justice globale.

Je vous propose donc :

1. D'annuler ou de remplacer le concert du Quatuor Jerusalem par un autre ensemble de talent équivalent, sans liens politiques controversés.
2. D'ouvrir un dialogue public sur la déontologie dans le choix des artistes, en organisant par exemple une table ronde impliquant des associations de défense des droits humains.
3. De renforcer votre charte éthique pour clarifier les critères de sélection des artistes, en y intégrant une dimension de respect du droit international et des droits humains.

Votre institution, qui a su attirer les plus grands noms de la musique classique tout en restant ancrée dans des valeurs progressistes, a l'opportunité de montrer l'exemple en alignant pleinement sa programmation sur ses principes. Un geste fort en ce sens serait salué par de nombreux mélomanes et citoyens engagés.

Je reste à votre disposition pour discuter de cette question et vous remercie de l'attention portée à cette demande. Dans l'attente de votre retour, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations les plus respectueuses.

9.2 Deuxième demande

Collectif Action Palestine
Mme Françoise Jaquet
Crêtets 20
2300 La Chaux-de-Fonds

La Chaux-de-Fonds, le 22 Septembre

À l'attention de la Société de Musique de la Chaux-de-Fonds

Objet : Demande d'annulation du concert du Quatuor de Jérusalem - Motifs de notre requête

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous tenons tout d'abord à vous remercier pour votre réponse qui témoigne de l'intérêt que vous avez porté à notre courrier.

C'est donc très volontiers que nous vous fournissons des liens étayant notre argumentaire, vous en trouverez les références à la fin de ce courrier.

Tout d'abord nous maintenons que le choix même du nom « Jérusalem » par cet ensemble n'est pas anodin. Il s'agit d'une revendication politique et symbolique forte dans un contexte de conflit où le statut de Jérusalem-Est, territoire palestinien occupé, n'est pas reconnu par le droit international⁹. Programmer un ensemble qui porte ce nom comme une évidence revient, volontairement ou non, à valider une position unilatérale sur ce conflit.

Plus grave encore, ce quatuor entretient des relations étroites et documentées avec l'État israélien et son appareil gouvernemental¹⁰. Il ne s'agit pas simplement de musiciens originaires d'Israël, mais d'un outil actif de propagande et de diplomatie culturelle au service d'un régime actuellement poursuivi par la Cour Internationale de Justice pour crime de génocide^{11 12}. Son action participe à un effort systématique de blanchiment culturel (culture washing) visant à détourner l'attention des violations massives des droits humains perpétrées à Gaza et en Cisjordanie, et à présenter une image aseptisée et positive d'Israël à l'étranger, ainsi que cela a été fait avec l'ensemble Jerusalem Orchestra East & West « une tentative cynique de rebaptiser l'apartheid en diversité et l'occupation militaire en tolérance »¹³.

Nous notons par ailleurs que ce quatuor a historiquement collaboré et se produit régulièrement pour l'armée israélienne (Tsahal)¹⁴. Cette collaboration directe avec une force armée engagée dans une

⁹ Camp David (2000) Jérusalem-est comme capitale d'un état Palestinien

¹⁰ <https://bdsmovement.net/news/boycott-jerusalem-quartet>

¹¹ <https://www.amnesty.fr/conflicts-armes-et-populations/actualites/israel-gaza-cour-internationale-de-justice-decision-genocide>

¹² https://www.courrierinternational.com/article/palestine-18-500-enfants-sont-morts-a-gaza-the-washington-post-ecrit-leurs-noms_233619

¹³ https://www.theguardian.com/uk-news/2023/feb/01/leading-artists-deride-barbican-collaboration-with-israeli-embassy-for-concert?CMP=Share_iOSApp_Other

¹⁴ Voir note no 2

offensive militaire de nettoyage ethnique¹⁵ est en contradiction totale avec les valeurs de paix, d'humanité et de respect du droit international que devrait incarner et promouvoir toute institution culturelle.

En réponse à l'argument souvent avancé qui voudrait dissocier la société civile de son gouvernement, il est important de souligner que les sondages indiquent que la société israélienne, dans sa grande majorité, soutient l'offensive militaire à Gaza et le gouvernement qui la mène^{16 17}. Dans ce contexte, présenter ce quatuor comme apolitique est une fiction. Son existence même sur la scène internationale à ce moment précis est un acte politique de soutien à l'État d'Israël.

En programmant cet ensemble, votre institution, peut-être involontairement, se rend complice de cette opération de relations publiques. Elle risque de causer un profond malaise, de diviser votre public et de porter atteinte à sa réputation en semblant fermer les yeux sur une situation humanitaire catastrophique.

Nous vous demandons donc, par respect pour les victimes, pour le droit international et pour les principes fondamentaux des droits humains, d'annuler ce concert. Nous vous invitons plutôt à utiliser votre plateforme pour amplifier les voix qui appellent à un cessez-le-feu, à la protection des civils et à une paix juste, conformément au droit international.

Nous restons à votre disposition pour discuter de ce sujet plus avant.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées,

Françoise Jaquet

Au nom du Collectif Action Palestine

¹⁵ https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2025/aug/21/revealed-israeli-militarys-own-data-indicates-civilian-death-rate-of-83-in-gaza-war?CMP=Share_iOSApp_Other

¹⁶ <https://foreignpolicy.com/2024/04/02/netanyahu-gaza-palestinians-war-israeli-society/>

¹⁷ <https://www.20min.ch/fr/story/conflit-au-moyen-orient-en-nous-vengeant-nous-ne-les-ramenerons-pas-a-la-vie-103419410>

